

## Malek Boutih du PS l'avait voulue, Sarkozy l'a faite

# A bas la loi raciste sur l'immigration !

Le gouvernement vient de subir une claque monumentale avec la mobilisation des travailleurs et des jeunes qui l'a obligé à retirer le contrat première embauche. Cette défaite du gouvernement a ouvert les vannes d'un déballage sordide des magouilles et coups bas ordinaires de la bourgeoisie avec l'affaire Clearstream. Le règne de Chirac - que le PS, le PCF et la LCR avaient ignominieusement aidé à se maintenir au pouvoir il y a quatre ans en votant pour lui - s'achève dans la fange.

Villepin est l'homme qui avait envoyé le GIGN contre les marins de la SNCM pour imposer la cession gratuite de l'entreprise à un de ses copains (et avec des dizaines de millions d'euros en cadeau - voir notre article dans *le Bolchévik*, décembre 2005). Villepin est maintenant à genoux, mais les bureaucrates syndicaux, loin de saisir l'occasion pour arracher des concessions, font tout pour rétablir le calme. A la SNCM ils viennent même (à l'exception des nationalistes du Syndicat des travailleurs corses) de faire campagne pour que les travailleurs votent « oui » à la privatisation, avec toutes les suppressions de postes et la dégradation des conditions de travail que cela implique. Cela en dit long sur le chauvinisme de la bureaucratie syndicale, sur son attachement à servir les intérêts de sa propre bourgeoisie. Et les marins font toujours l'objet de poursuites judiciaires pour leur action d'octobre dernier. **Levée immédiate des inculpations !**

Ce gouvernement, pratiquement le plus faible de la Cinquième République, se permet même de renforcer ses attaques contre une composante cruciale de la classe ouvrière, les travailleurs immigrés. Il menace de déporter pendant l'été dix mille lycéens sans papiers (20 minutes, 5 mai). Avec le nouveau projet



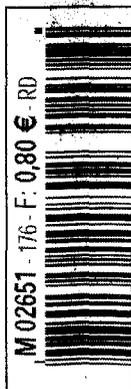
6 octobre 2005 : manifestation à Saint-Nazaire pour la lycéenne Rose Massagé, menacée d'expulsion.

Frank Perry/AFP

### Pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés !

de loi sur l'immigration, il compte encore aggraver les conditions d'existence de millions de travailleurs, et augmenter ainsi la pression sur l'ensemble de la classe ouvrière. **A bas la loi Sarkozy ! A bas les expulsions ! Pleins droits de citoyenneté pour tous ceux qui ont réussi à entrer dans le pays !**

Le capitalisme crée continuellement de nouvelles couches parmi les ouvriers, en important dans le prolétariat en bas de l'échelle de nouvelles couches de travailleurs meilleur marché, des ouvriers qui ont peu de droits et dont on considère qu'on peut facilement se débarrasser en période de récession. Et les capitalistes cherchent toujours à diviser la classe ouvrière entre ses différentes composantes ethniques, nationales ou religieuses. Le racisme est un élément clé pour la bourgeoisie pour chercher à maintenir la classe ouvrière divisée et donc incapable de lutter pour prendre le pouvoir.



L'avant-garde prolétarienne doit donc lutter pour l'unité et l'intégrité de la classe ouvrière en combattant le chauvinisme et le racisme et en avançant la perspective d'une révolution ouvrière. *Pour un parti ouvrier multiethnique révolutionnaire !*

Cette loi Sarkozy est aussi à sa manière une réponse de la bourgeoisie à la révolte des banlieues. Ces vingt dernières années sont apparues une première, puis une deuxième génération de jeunes adultes à la peau foncée, dont les parents étaient originaires du Maghreb ou d'Afrique de l'Ouest, mais qui ont grandi ici et revendiquent des droits. Avec cette loi les nouveaux immigrants doivent être empêchés par tous les moyens de s'installer en France et à leur tour d'avoir des enfants ici, français par les papiers ou par l'habitude de vivre ici. Les différentes clauses de la loi visent à créer une nouvelle immigration expulsable du jour au lendemain, pour empêcher qu'ils tissent des liens ici. Un objet central de la nouvelle loi est de rendre pratiquement impossible le regroupement familial pour les travailleurs en imposant des conditions de ressources n'ayant rien à voir avec les salaires.

Parallèlement le gouvernement vient d'autoriser l'importation de main-d'œuvre en provenance des pays de l'Est, qui du point de vue de la bourgeoisie raciste présente l'avantage d'être blanche et de culture chrétienne. La contre-révolution capitaliste en URSS et en Europe de l'Ouest a détruit l'industrie et jeté à la rue une énorme armée de travailleurs qualifiés désespérés et sans autre choix que de se faire exploiter à bas prix par les capitalistes d'Europe de l'Ouest. Ces derniers ne se sentent plus obligés de faire des concessions aux travailleurs et arrachent petit à petit les acquis qu'ils avaient dû concéder du temps de l'URSS pour éloigner le spectre du communisme. Aujourd'hui l'Union européenne, dominée par l'Allemagne et secondairement par la France, est passée de l'alliance antisoviétique qu'elle était autrefois à une institution servant à réguler la concurrence entre bourgeoisies européennes face à leurs rivales, notamment américaine et japonaise. Et avec ces mesures sur l'immigration est-européenne, de même qu'avec la directive Bolkestein (voir notre tract reproduit dans *le Bolchévique* de mars dernier) on peut constater que l'Union européenne est devenue un consortium impérialiste instable dont l'objectif est de coordonner les mesures anti-ouvrières et anti-immigrés des différentes bourgeoisies nationales rivales d'Europe. *A bas l'Union européenne capitaliste, et à bas son extension ! Pour les Etats-Unis socialistes d'Europe !*

Les bourgeoisies européennes sont unies notamment pour mieux diviser les travailleurs, et les bureaucrates syndicaux souvent y apportent leur contribution : ils dénoncent pour la plupart les délocalisations et exigent des emplois « français »,

au lieu de lutter pour étendre leurs acquis à leurs collègues d'Europe de l'Est. Avec l'immigration est-européenne ici, il s'agit de faire pression à la baisse sur les salaires de l'ensemble des travailleurs en France. Pour contrer cette pression les syndicats doivent lutter pour un  *salaire égal à travail égal* . Il faudrait syndiquer massivement ces travailleurs ici et défendre leurs intérêts, et ainsi défendre l'ensemble de la classe ouvrière. Une telle campagne se heurterait à la division croissante des syndicats en diverses chapelles, et surtout elle se heurterait au chauvinisme des bureaucrates syndicaux dont la base sociale est constituée de travailleurs blancs et masculins relativement privilégiés. *Pour des syndicats industriels regroupant l'ensemble des travailleurs d'une industrie dans un même syndicat !*

## Le « front populaire » : un crime contre les travailleurs

Maintenant les sociaux-démocrates, notamment du PCF et de la LCR, mobilisent contre la loi raciste de Sarkozy. Fabius et quelques autres caciques du PS, qui avaient soutenu l'état d'urgence contre les jeunes des banlieues à l'automne, auraient même proposé du bout des lèvres la régularisation des sans-papiers. Nous mettons en garde contre les discours de tous ces réformistes : il y a dix ans, dans la foulée des grèves de décembre 1995, il y a eu d'importantes mobilisations, y compris des syndicats, en défense des sans-papiers, notamment après l'attaque de l'église Saint-Bernard à Paris par les flics en août 1996. Les réformistes ont chevauché la vague de l'indignation contre la terreur raciste du gouvernement chiraquien de l'époque, mais dès qu'ils sont arrivés en 1997 avec Jospin et Buffet au gouvernement, c'est-à-dire au comité exécutif de l'impérialisme français, ils ont encore une fois montré qu'il n'y a qu'une manière de gérer le capitalisme français : contre les ouvriers et contre les immigrés. A peine la moitié des sans-papiers qui s'étaient présentés ont été régularisés. Chevénement, le ministre des flics, a durci certains aspects de la législation, renforçant la répression contre les organisations aidant les sans-papiers, et a poursuivi les expulsions.

Aujourd'hui comme en 1996 les réformistes travaillent à constituer une nouvelle alliance de front populaire, c'est-à-dire une alliance entre des partis ouvriers, comme le PS et le PCF, et des partis ouvertement bourgeois, comme les chevènementistes, les Radicaux de gauche et les Verts. Il s'agit de petits partis, et pourtant ils jouent un rôle important en garantissant le caractère et le programme bourgeois de l'alliance. Parfois ils servent aussi d'alibi aux réformistes pour dissimuler vis-à-vis de leurs membres leur propre pro-

*Suite page 14*

## LE BOLCHEVIK

Publié par le comité central de la Ligue trotskyste de France, section de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

Rédacteur en chef : Herminio Sanchez Réalisation : Guillaume José  
Directeur de publication : Xavier Benoît Diffusion : Marc Guétier  
Rédacteur en chef technique : Dominique Arnaud

Le Bolchévique est édité par la SEDI, SARL au capital de 3 048,98 euros. ISSN 0395-4269  
Adresse : BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Commission paritaire : n° 0708 1 83528. Distribué par les NMPP  
Imprimerie : Roto Presse Numéris, 36-40 Bd Robert Schuman, 93190 Livry-Gargan

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Ce journal est imprimé par des travailleurs relevant de la convention collective nationale des imprimeries de Travail et des industries graphiques.

## COURS MARXISTE DE LA LTF

**Défense des Etats ouvriers déformés :  
Chine, Cuba, Vietnam et Corée du Nord !  
Pour la révolution politique ouvrière !**

**Judi 8 juin, 19h30**

Au CICIP, 21 ter rue Voltaire, 75011 Paris  
(Métro Rue des Boulets)

# De Luc Ferry à Jules Ferry

## Lutte ouvrière

### face aux jeunes des banlieues

Lutte ouvrière (LO) se targue souvent de son caractère « prolétarien » et du fait que, contrairement aux petits-bourgeois radicaux de la LCR, ils sont effectivement extérieurs aux magouilles du PCF pour reconstituer un nouveau gouvernement de « gauche plurielle » capitaliste. Pourtant LO a sa propre pratique de collaboration de classes avec la bourgeoisie, et qui est tout aussi fatale pour le mouvement ouvrier. Celle-ci s'exprime dans son soutien aux forces de l'ordre bourgeois à certains moments de crise clés, comme par exemple quand les jeunes des banlieues se sont insurgés l'automne dernier contre la discrimination et la terreur raciste qu'ils subissent. La bourgeoisie et ses médias ont alors appelé à une répression féroce, et les flics et les juges se sont déchainés. La Ligue trotskyste de France s'est opposée à cette répression, exigeant la libération immédiate de tous les jeunes emprisonnés et la levée de toutes les inculpations. Nous faisons remarquer (*le Bolchévik* n° 174, décembre 2005) :

« Une attaque contre un est une attaque contre tous. Le mouvement ouvrier tout entier [...] doit se mobiliser en défense de ses frères de classe plus vulnérables, les travailleurs originaires d'Afrique du Nord et de l'Ouest notamment, qui forment une composante stratégique du prolétariat de ce pays, que ce soit dans le bâtiment, dans l'industrie automobile ou parmi les éboueurs de la ville de Paris. [...] *A bas Vigipirate ! A bas les expulsions racistes et les charters ! Pleins droits de citoyenneté pour tous ceux qui sont ici ! Troupes françaises, hors d'Afrique !* »

A l'époque, le PS soutenait l'état d'urgence – un maire PS appelant même à une occupation militaire des cités – et

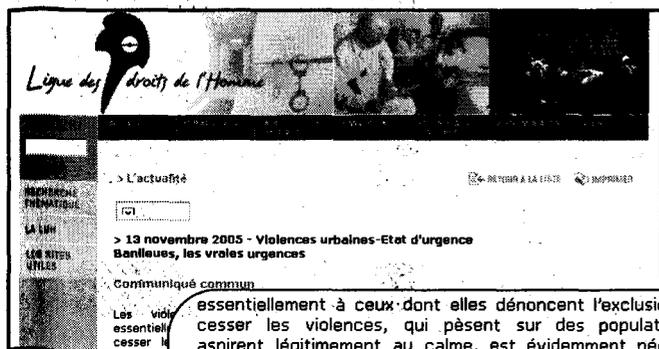
le PC exigeait aussi le rétablissement de l'ordre. Lutte ouvrière a ajouté sa voix à l'hystérie répressive en signant un appel à rétablir l'ordre ! Cet appel disait explicitement « Faire cesser les violences, qui pèsent sur des populations qui aspirent légitimement au calme, est évidemment nécessaire. Dans ce contexte, l'action des forces de l'ordre, qui doit s'inscrire dans un cadre strictement légal et ne pas conduire à des surenchères, ne saurait être la seule réponse » (voir *Lutte de classe*, février). LO n'a pas hésité à s'en remettre aux chiens de garde du capital, la police, pour rétablir l'ordre, ce qui est en contradiction flagrante avec leur intention proclamée de se débarrasser du capitalisme et « remplacer l'Etat de la bourgeoisie ».

Quand la minorité de LO a dénoncé cette trahison lors de leur congrès de décembre dernier, le dirigeant historique de Lutte ouvrière, Robert Barcia (*alias* Roger Girardot) est monté au créneau pour dire que d'avoir signé cet appel à la police était « une ânerie bien sûr, mais mineure ».

Mais cette « ânerie » n'est pas juste un accident, c'est un exemple extrême de la ligne que LO défend depuis fort longtemps. Quand, plus récemment, la bourgeoisie manœuvrait pour diviser le mouvement contre le CPE entre jeunes des banlieues, assimilés à des « casseurs », et étudiants, quand la presse a monté en épingle quelques incidents de vol de portable, etc., LO, comme la quasi-totalité des organisations de gauche, s'est jointe à la croisade contre les « casseurs » et les « voyous », des mots de code sarkozystes et racistes pour désigner les jeunes des banlieues. Les militants de LO sont bien sûr dans leur tête des antiracistes convaincus, mais leur programme économiste (le fait qu'ils prennent pour point de départ simplement la lutte économique des travailleurs contre les patrons et le gouvernement) fait qu'ils évacuent en général la nécessité d'une lutte consciente pour gagner les travailleurs à la nécessité de défendre les couches les plus opprimées de la population ; ils se retrouvent ainsi avec une ligne souvent insensible à la question du racisme, et qui au pire excuse les atrocités racistes commises par les capitalistes, comme l'exclusion des jeunes femmes voilées des écoles publiques.

Au moment des manifestations contre le CPE, LO était aux premiers rangs des cordons sanitaires pour protéger les cortèges étudiants de la soi-disant infection banlieusarde (voir notre tract du 29 mars « Libération de tous les jeunes emprisonnés »). LO, tout en reconnaissant que les « casseurs » « ne sont pas tous des éléments n'ayant rien à voir avec le mouvement » (texte du 1<sup>er</sup> avril publié dans *Lutte de classe* du même mois), a accusé ces jeunes qui par moments pètent les plombs à force de harcèlement policier et de ségrégation raciste, de venir « seulement pour se défouler ou pour trouver un milieu facile à dépouiller ».

LO relaie ainsi la peur du désordre et du crime,



Alors vous savez la pétition qu'on a co-signée, qu'ils nous reprochent aussi véhémentement, c'est une ânerie bien sûr, mais mineure. On nous l'a lue au téléphone et il fallait répondre dans la foulée, on m'en a parlé et j'ai dit qu'à mon avis il n'y avait qu'à la signer.

**Lutte de classe**  
février 2006

**Pour Barcia, le dirigeant historique de LO, c'est « une ânerie bien sûr, mais mineure » de soutenir les flics contre les jeunes des banlieues.**

ce qui implique que les « forces de l'ordre » doivent fermement contrôler leurs victimes potentielles. Ce n'est pas la première fois que LO se distingue par son soutien à la police, si seulement elle est démocratique et de proximité (voir par exemple nos articles parus dans *le Bolchévik* n° 158, hiver 2001-2002, et n° 173, septembre 2005). En réalité la fonction des forces armées, flics, matons et armée, c'est de réprimer les travailleurs et les opprimés ici, torturer et tuer ceux qui luttent contre l'oppression coloniale et néocoloniale impérialiste, etc., afin que les capitalistes puissent dormir sur leurs deux oreilles sans crainte que le flot des profits s'interrompe, et encore moins qu'il y ait une révolution communiste. Nous disons au contraire que les flics et les matons ne sont pas des travailleurs en uniforme ; ce sont les chiens de garde du capital contre le mouvement ouvrier. **Flics, matons, hors des syndicats !**

Toute la structure de l'idéologie raciste repose sur une base matérielle : l'oppression spécifique d'une partie de la classe ouvrière, qui fait intégralement partie de la tyrannie de classe des capitalistes dans ce pays. Les immigrés et leurs enfants sont une population utilisée par la bourgeoisie comme une armée de travailleurs de réserve, à utiliser en période d'expansion économique, et à mettre au rancart en période de crise économique. Une telle armée de travailleurs de réserve sert aussi à intimider les ouvriers et abaisser le salaire de tout le monde. Aujourd'hui, avec la montée du chômage, les jeunes issus de l'immigration sont considérés comme une population « en trop » qui peut être expulsée, mise en prison ou tuée en toute impunité. Seul le renversement du capitalisme pourra libérer de l'oppression ces couches les plus défavorisées de la classe ouvrière et pour cela il faut un parti révolutionnaire capable d'unifier la classe ouvrière dans la lutte contre les ravages du capitalisme, et de mener une lutte en opposition, et non en collaboration, avec la bourgeoisie.

Aujourd'hui, tout comme une bonne partie du mouvement ouvrier, Lutte ouvrière s'est lancée dans la mobilisation en défense des droits des immigrés contre la nouvelle loi raciste de Sarkozy. Le numéro du 5 mai de leur journal *Lutte Ouvrière* comporte par exemple pas moins de sept articles en défense des sans-papiers et des immigrés, sans compter un huitième article sur les mobilisations massives aux Etats-Unis de la population latino contre les nouvelles lois anti-

immigrés là-bas (à remarquer toutefois que le mot « racisme » est absent de tous ces articles).

LO défend des droits démocratiques pour les non-citoyens, mais ils ne veulent pas toucher l'oppression profondément enracinée des jeunes de banlieue qui ont des papiers français, et qui sont la cible principale de la répression raciste de la bourgeoisie pour essayer de diviser et par là affaiblir la classe ouvrière. Le PCF, qui s'oppose comme LO à la loi Sarkozy, fait actuellement circuler une pétition qui appelle à l'« amnistie des jeunes anti-CPE » dans laquelle il prend bien soin d'éviter de défendre les « casseurs » ou les jeunes des banlieues. Arlette Laguiller de LO a signé cette pétition. La LTF pour sa part fait circuler sa propre pétition qui exige explicitement l'amnistie de tous ceux qui ont été condamnés, « ainsi que celle des jeunes condamnés pour leur participation au mouvement contre la loi Fillon ou à la révolte des banlieues ».

Pour le PCF et ceux qui sont à sa traîne, la mobilisation contre la très réactionnaire loi Sarkozy est une manière commode de rassembler la classe ouvrière derrière un nouveau front populaire. Le front populaire, un projet de collaboration de classes liant les partis de la classe ouvrière à des organisations bourgeoises, comme les chevènementistes ou les Verts, dans le but de gérer le système capitaliste, sert à démoraliser le prolétariat et miner sa combativité. Tout en se donnant des airs « antiracistes » pour gagner les voix des électeurs de gauche, les réformistes donnent des gages à la bourgeoisie qu'ils sont prêts à faire le sale boulot nécessaire pour maintenir le capitalisme. Il y a dix ans ces mêmes forces ont mobilisé en défense des sans-papiers, mais le gouvernement Jospin-Buffet, une fois au pouvoir en 1997, a continué à les persécuter et a aggravé la législation raciste déjà en vigueur, par exemple avec la « loi sur la sécurité quotidienne ». Et aujourd'hui les mesures racistes de Sarkozy à leur tour signifient simplement une aggravation supplémentaire de cette loi (voir notre article en première page).

L'acceptation par les bureaucrates syndicaux et les organisations réformistes de l'oppression raciale est la conséquence directe de leur perspective de collaboration de classes. Les dirigeants ouvriers, qui sont capables de mobiliser dans la rue des dizaines de milliers d'ouvriers, n'ont presque rien fait pour s'opposer à Vigipirate et la terreur policière devenue pratiquement la routine dans les cités des banlieues.

### Les jeunes des banlieues et le « lumpen-prolétariat »

Les jeunes des banlieues, face à une situation sans espoir, face à l'exclusionnisme républicain, se sont livrés l'automne dernier à une révolte brute suite à la mort de Ziad Benna et Bouna Traoré, atrocement électrocutés alors qu'ils fuyaient l'une de ces rafles policières racistes qui sont le quotidien des jeunes à la peau foncée dans les cités-ghettos. Des milliers de voitures ont brûlé, et même des écoles. Ces jeunes, en tant que lycéens ou chômeurs, n'ont par eux-mêmes guère de puissance sociale, et sont vilipendés par les réformistes qui, comme la bourgeoisie, voient en eux l'« ennemi intérieur ». Leur explosion était la seule manière qu'ils voyaient de se faire entendre.

Pour justifier le fait qu'ils ont signé un appel à rétablir l'ordre, LO se cache derrière les actes de vandalisme désespéré des jeunes des banlieues en donnant à entendre que cette révolte des banlieues était un mouvement dominé par le

*Suite page 11*

## Pour contacter la Ligue trotskyste :

### Paris

Le Bolchévik

BP 135 -10

75463 Paris Cedex 10

Tél : 01 42 08 01 49

### Rouen

Le Bolchévik

BP 240

76003 Rouen Cedex 1

Tél : 02 35 73 74 47

E-mail : [ltf@webmails.com](mailto:ltf@webmails.com)

Trotskyist League / Ligue trotskyste du Canada

### Spartacist Canada Publishing Association

C.P. 6867, succursale A, Toronto,

Ontario M5W 1X6, Canada

tél. : (416) 593-4138

e-mail : [spartcan@on.aibn.com](mailto:spartcan@on.aibn.com)

# Bolivie

## Trotskyisme contre nationalisme bourgeois

L'élection d'Evo Morales à la présidence de la Bolivie, en décembre dernier, a été saluée dans le monde par une foule d'activistes « altermondialistes » et de sociaux-démocrates comme un coup porté à l'impérialisme US, et ce largement sur la base de sa promesse de nationaliser les réserves de pétrole et de gaz. A la tête du Movimiento al Socialismo (MAS – Mouvement vers le socialisme), Morales a remporté une majorité absolue des voix – la victoire électorale la plus écrasante depuis la fin du régime militaire en 1982. Sa popularité tient pour une bonne part au fait qu'il est un Indien aymara, le fils d'un berger, dans un pays marqué par un profond racisme anti-Indiens. Dans un reportage sur son investiture, le *New York Times* (22 janvier) estimait que son élection représentait peut-être « le tournant le plus marqué à ce jour dans l'évolution vers la gauche persistante en Amérique du Sud, avec le potentiel d'ondes de choc bien au-delà des frontières de cette nation andine enclavée ».

L'administration Bush, qui avait fustigé Morales à cause du soutien que lui apportent les cultivateurs de coca, a réagi prudemment à son élection. Le *Washington Post* (21 février) remarquait, dans un article intitulé « Les responsables américains assouplissent leur attitude envers le nouveau président de gauche bolivien », qu'« au moins pour l'instant, l'administration Bush espère qu'Evo Morales, qui avait menacé de devenir "le pire cauchemar de l'Amérique", est un homme avec qui on peut s'entendre ». Les impérialistes sont aussi conscients du fait que la Bolivie est un pays très pauvre, et que Morales dispose de moins de ressources qu'Hugo Chávez, avec le pétrole du Venezuela.

Morales, qui est un nationaliste bourgeois, défend le « capitalisme andin » et le « libre échange ». Immédiatement après son élection, il s'est rendu à Santa Cruz, ville de l'est de la Bolivie qui constitue le centre de l'élite des affaires du pays, où il a déclaré comprendre la revendication d'autonomie par rapport à la région appauvrie de l'ouest. Il a aussi donné son accord à la privatisation d'El Mutún, une des plus grandes mines de fer du monde, et il a cherché à cimenter l'allégeance de la bourgeoisie en nommant dans son gouvernement une véritable bande d'hommes d'affaires véreux et de partisans de ses prédécesseurs « néo-libéraux ». Il a ainsi confié le Ministère des Mines à un certain Walter Villarroel qui, lors d'un précédent passage au gouvernement, avait joué un rôle charnière dans le démantèlement de la Corporation minière de Bolivie (COMIBOL), société d'Etat, et dans la



Firedman-Rudovsky/NY Times

Le président bolivien Evo Morales (ci-dessus) a fait campagne en promettant de nationaliser les réserves de pétrole et de gaz. Ci-dessous : les habitants majoritairement indiens d'El Alto manifestent à La Paz pendant la vague de protestations de masse de juin 2005.

AP



privatisation des activités minières. Le mois dernier même, les travailleurs de la Lloyd Aereo Boliviano, la principale compagnie aérienne du pays, qui étaient en grève pour exiger la renationalisation de leur entreprise, se sont heurtés à la police après que Morales avait ordonné à l'armée et à la police de prendre le contrôle des aéroports du pays afin de briser la grève.

En appelant à « nationaliser » les ressources naturelles de la Bolivie, Morales reprend un programme qui a une longue histoire en Amérique latine. La principale revendication des manifestants qui défilaient l'année dernière en Bolivie pour

la nationalisation du pétrole et du gaz est défendable en tant que mesure d'autodéfense nationale d'un pays semi-colonial contre les impérialistes, bien qu'elle n'ait aucun caractère socialiste. En 1938, à propos de l'expropriation de l'industrie pétrolière par le régime nationaliste bourgeois du président Cárdenas au Mexique, le dirigeant révolutionnaire marxiste Léon Trotsky écrivait :

« Le Mexique semi-colonial est en train de lutter pour son indépendance nationale, politique et économique. C'est là la signification fondamentale de la révolution mexicaine à cette étape. Les magnats du pétrole ne sont pas des capitalistes de base, ils ne sont pas de la bourgeoisie ordinaire. S'étant emparés des ressources naturelles les plus riches d'un pays étranger, campés sur leurs milliards et soutenus par les forces militaires et diplomatiques de leur métropole, ils s'efforcent d'établir dans le pays soumis un régime de féodalisme impérialiste, leur subordonnant législation, jurisprudence et administration. [...]

« L'expropriation du pétrole, ce n'est ni du socialisme, ni du communisme. Mais c'est une mesure hautement progressiste d'autodéfense nationale. »

- « Le Mexique et l'impérialisme britannique », 5 juin 1938

La Bolivie n'est elle-même pas étrangère aux nationalisations, y compris dans l'industrie pétrolière. Le gouvernement militaire de David Toro (1936-1937) avait nationalisé sans compensations la Standard Oil Company of Bolivia et créé une compagnie pétrolière d'Etat. Celle-ci devait ensuite prendre le contrôle de la Gulf Oil Company of Bolivia en 1969. C'est seulement en 1996 qu'une part significative des activités dans le domaine du pétrole et du gaz naturel ont été privatisées. Aujourd'hui, la compagnie brésilienne Petrobras contrôle environ 51 % des importantes réserves de gaz naturel boliviennes, et 95 % des capacités de raffinage du pays. Cependant, la plus grande partie des réserves de gaz naturel sont inexploitées. L'Association des organisations de producteurs écologiques de Bolivie notait dans un rapport publié en 2005 que « La Bolivie a huit secteurs qui génèrent davantage d'emplois que le gaz » et que « le secteur pétrolier tout entier donne du travail à environ 600 personnes, principalement des étrangers ».

Quand Morales parle aujourd'hui de « nationalisations », il a probablement plutôt en tête de faire payer davantage d'impôts. Il déclarait ainsi au journal social-démocrate *In These Times* (janvier) : « Nous voulons imposer les sociétés transnationales d'une façon juste, et redistribuer l'argent aux petites et moyennes entreprises. » Pendant l'élection présidentielle de décembre, non seulement Morales mais tous les candidats ont appelé d'une manière ou d'une autre à nationaliser l'industrie du gaz naturel. Politicien habile, Morales a cherché à apparaître plus combatif que ses concurrents, tout en cherchant simultanément à ne pas s'aliéner de façon irréparable la bourgeoisie bolivienne ni les impérialistes.

## La « révolution » bolivienne de 2005

L'élection de Morales a été précédée, de mai à juin 2005, par une série de soulèvements populaires. Les manifestants protestaient contre le « néo-libéralisme » : la privatisation générale des services publics gérés par l'Etat et les mesures d'austérité dictées par le FMI. Rendues possibles par la défaite de la grève générale de 1985, ces mesures ont abouti à la privatisation des mines boliviennes et des autres ressources naturelles du pays, ainsi que des télécommunica-

**Rouge**  
22 décembre 2005

La LCR à plat  
vente comme  
d'habitude, cette  
fois-ci devant le  
nationalisme  
bourgeois

**PREMIER PLI**

## Victoire historique en Bolivie



Le 18 décembre 2005, le peuple bolivien a voté pour le candidat de gauche Evo Morales Aucea, ancien syndicaliste et paysan, qui a remporté la présidence de la Bolivie. Cette victoire historique marque le début d'une ère nouvelle pour ce pays, qui a subi pendant des décennies l'exploitation et l'oppression des puissances impérialistes. Evo Morales a promis de mener une politique de justice sociale, de redistribution des richesses et de défense des intérêts du peuple bolivien. Cette victoire est le résultat de la lutte constante du peuple bolivien pour l'indépendance nationale et la justice sociale.

tions et des transports. Les mineurs licenciés et les paysans ont été contraints de tenter de gagner leur vie dans de petites entreprises familiales ou d'autres formes d'auto-emploi. Beaucoup se sont installés à El Alto, initialement une banlieue de la capitale La Paz, mais qui est devenue aujourd'hui une entité indépendante d'environ 800 000 habitants.

Le soulèvement de 2005 a été la dernière en date d'une série de luttes désespérées des masses boliviennes paupérisées. En 2000, d'importantes manifestations plébéiennes avaient éclaté dans la troisième ville de Bolivie, Cochabamba, après que le gouvernement d'Hugo Banzer avait accepté les exigences de la Banque mondiale et bradé la Compagnie des eaux de la ville à Bechtel et à d'autres sociétés de pays impérialistes, avec comme conséquence une augmentation du prix de l'eau d'au moins 200 %. Cette « guerre de l'eau » avait conduit Bechtel à abandonner sa participation, pour ensuite porter plainte contre la Bolivie devant les tribunaux américains pour lui avoir fait perdre des revenus. Une autre révolte a éclaté en septembre 2003 après l'annonce que les réserves de gaz naturel récemment découvertes seraient expédiées par gazoduc au Chili, cible historique du nationalisme bolivien depuis sa victoire dans la « guerre du Pacifique » de 1879-1883, qui avait abouti à la perte par la Bolivie de son accès à la mer. La « guerre du gaz » de 2003 a pris fin avec l'accession à la présidence de Carlos Mesa, le vice-président de Gonzalo Sánchez de Lozada - manœuvre dans laquelle Morales joua un rôle décisif.

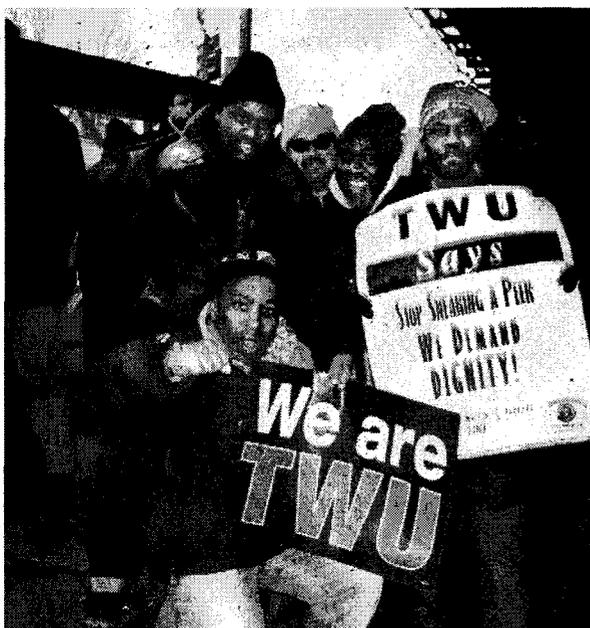
Les manifestations et les grèves de mai-juin 2005 ont éclaté à El Alto après l'adoption par le Congrès d'une loi sur les hydrocarbures proposée par Mesa et qui favorisait les impérialistes. Les manifestants avançaient de nombreuses revendications, dont la nationalisation du gaz et des autres ressources, l'opposition à l'autonomie de la province plus prospère de Santa Cruz, et faire passer Sánchez de Lozada en jugement pour la mort de manifestants tués pendant la « guerre du gaz ». Le 6 juin, Mesa démissionnait, et des élections étaient annoncées pour décembre.

Les manifestations d'El Alto reflétaient la détermination des masses opprimées à résister à l'exploitation impérialiste. Mais briser les chaînes de l'oppression impérialiste requiert une révolution prolétarienne dirigée par un parti ayant un programme correspondant, c'est-à-dire un parti léniniste-trotskyiste, pour briser le pouvoir capitaliste et instaurer un Etat ouvrier. Une telle révolution doit avoir comme perspective de s'étendre aux autres pays d'Amérique du Sud ainsi que - et c'est vital - aux pays capitalistes avancés, en particulier les Etats-Unis. Mais ce qui a manqué depuis le début des protestations en Bolivie, c'est la participation d'un prolétariat organisé. Ceci est à son tour le reflet non seulement

Suite page 15

**New York**

# Les tribunaux des patrons matraquent le TWU pour avoir fait grève



Les travailleurs des transports en grève ont paralysé New York pendant trois jours en décembre dernier, montrant ainsi la puissance du mouvement ouvrier. Les liens des dirigeants syndicaux avec le Parti démocrate capitaliste ont sapé la lutte des travailleurs contre les patrons et l'Etat.

## A bas la loi Taylor antisyndicale !

titre furieux contre la direction Toussaint parce qu'elle a coupé l'herbe sous le pied à la grève au moment où celle-ci avait un impact important. En signe de protestation, certains envisagent de refuser de payer leur cotisation. Mais cela aurait pour effet d'aider l'ennemi de classe qui veut écraser le TWU. Toussaint n'a pas été envoyé en prison parce qu'il a fait reprendre le travail sans un nouveau contrat, mais parce qu'il représente le syndicat en grève. Les travailleurs des transports doivent être fiers de la force, de l'unité et du sens de l'organisation dont ils ont fait preuve pendant la grève. Tous les syndiqués doivent payer leur cotisation pour que le syndicat puisse engager ses futures batailles, tout en luttant pour une direction lutte de classe qui défendra leurs intérêts. Un mouvement syndical combatif, avec

une direction digne de ce nom, réagirait aux peines de prison et aux amendes par des actions syndicales, non pas en transformant les explosions de colère justifiée en actions de protestation futiles, comme le rassemblement de « solidarité » organisé aujourd'hui par les pontes de la confédération syndicale AFL-CIO. **Libération immédiate de Roger Toussaint ! A bas les amendes !**

La grève des transports avait été provoquée par la Metropolitan Transportation Authority (MTA - l'Autorité des transports new-yorkais) dans le but d'imposer des coupes sombres dans les avantages sociaux des travailleurs. Elle était immensément populaire parmi les travailleurs, dans les ghettos et les *barrios* [quartiers latino-américains], et les travailleurs, aux Etats-Unis et dans les autres pays, se sont bien rendu compte de la combativité des travailleurs des transports. Mais le pouvoir capitaliste voyait cette grève des employés majoritairement noirs et immigrés du local 100 comme une révolte d'esclaves des temps modernes.

Les gens qui « font bouger New York », qui en avaient assez de subir depuis des années la « justice de plantation » de la MTA et un système disciplinaire brutal, avaient eu le cran d'exiger des soins médicaux décentes et suffisamment d'argent pour avoir un semblant de retraite décente après avoir trimé toute leur vie ; cela a provoqué la colère des milliardaires, des financiers de Wall Street et des promoteurs immobiliers comme Peter Kalikow, le patron de la MTA. La Bourse vient d'atteindre son plus haut niveau depuis six ans, l'économie connaît sa cinquième année de « reprise », les nouveaux millionnaires apparaissent à un rythme record, et la MTA elle-même était assise sur un bénéfice d'un milliard et demi de dollars ! Kalikow vient d'acheter une Ferrari flambant neuve et sur mesure, qui lui a coûté au moins

*L'article suivant a été traduit de Workers Vanguard, journal de la section américaine de la Ligue communiste internationale, n° 869, 28 avril.*

\* \* \*

24 avril - Il n'y a pas de justice dans les tribunaux capitalistes. Témoin la manière dont, il y a une semaine et demie, le juge à la cour suprême de l'Etat de New York Theodore T. Jones a condamné Roger Toussaint, président du local [section syndicale] 100 du Transport Workers Union (TWU - le syndicat des transports) à New York, à dix jours de prison. Il a aussi condamné le syndicat à une amende de 2,5 millions de dollars et a suspendu pour une durée indéterminée les prélèvements automatiques des cotisations, menaçant ainsi de faillite le local 100. Le tribunal a aussi condamné les sections locales 1056 et 726 de l'Amalgamated Transit Union (ATU - Syndicat unifié des transports), et a suspendu leurs prélèvements automatiques pour 30 jours. Le crime des syndicats ? En décembre dernier, les travailleurs des transports ont paralysé le centre financier de l'impérialisme US pendant deux jours et demi de grève dure, défiant la loi Taylor en vigueur dans l'Etat de New York.

Cette loi esclavagiste lie les mains des syndicats en interdisant les grèves des employés du secteur public. Et sans le droit de grève, c'est le rôle même des syndicats qui est ébranlé. Les repréailles visant le TWU et l'ATU, et notamment la retenue de deux jours de salaire pour chaque jour de grève, constituent un message clair : les travailleurs n'ont aucun droit que les capitalistes soient obligés de respecter.

Défendre le local 100 et ses dirigeants attaqués pour avoir utilisé l'arme ouvrière de la grève doit être le point de départ d'une action dans l'unité du mouvement syndical pour briser la loi Taylor. Beaucoup de membres du local 100 sont à juste

260 000 dollars, pour ajouter à sa collection qu'un connaisseur en Ferrari décrit comme « époustouflante ». Et pourtant, on explique qu'il n'y a pas d'argent pour les travailleurs, car les banques et les grandes sociétés sont bien décidées à sabrer dans les salaires et les prestations sociales arrachées de haute lutte par des générations de travailleurs.

Toussaint écrivait en janvier 2006 dans le journal syndical *Local 100 Express*, publié par le TWU, que « Les grèves sont comme de petites guerres. » C'est vrai – les grèves se gagnent ou se perdent sur le champ de bataille. Comme l'a montré la grève de décembre, le local 100 a une puissance formidable. Après tout, il est impossible de remplacer en masse 33 700 travailleurs des transports, et on ne peut pas « sous-traiter » les transports publics. Le syndicat aurait dû exiger qu'il n'y ait ni repréailles, ni amendes ! En démobilisant une grève efficace et en retirant les piquets de grève, Toussaint et Cie sont passés d'un terrain où le syndicat pouvait gagner à un autre où les travailleurs étaient entravés par des réunions de commission d'arbitrage et des audiences devant les tribunaux, là où ce sont les patrons qui font la loi.

Une fois que les travailleurs n'étaient plus dans la rue, les pontes du local 100 ont signé avec la MTA un accord négocié où figurait une concession majeure : des contributions dé plafonnées des employés en activité, à partir de 1,5 % du salaire brut, destinées à améliorer la couverture médicale des retraités. En imposant ainsi aux travailleurs des transports une charge écrasante pour financer les dépenses de santé, on cherche à ouvrir une brèche pour laminer les retraites et la couverture médicale, arrachées de haute lutte pour tous les travailleurs de New York. Ce contrat a heureusement été *rejeté*, même si c'est à une courte majorité, par les travailleurs des transports qui ne veulent pas se laisser faire.

La direction Toussaint a donc attendu, a veillé à ce que les syndiqués restent dispersés, et a laissé des rumeurs alarmistes faire leur chemin. Le Public Employment Relations Board (PERB – Bureau public des relations de l'emploi) de l'Etat de New York a ordonné que le syndicat se soumette à un arbitrage obligatoire. Les responsables syndicaux ont utilisé la menace qu'un médiateur impose un contrat encore plus défavorable pour faire adopter lors d'un nouveau vote le contrat précédemment rejeté. Près de 30 % des plus de 20 000 participants à ce scrutin ont toutefois continué à rejeter le contrat, dont une majorité des conducteurs du métro et près de la moitié des contrôleurs. Un contrôleur mécontent déclarait à un vendeur de *Workers Vanguard* que Toussaint « aurait dû respecter » le vote initial. Un autre, voyant notre journal, s'est écrié « Ils essaient d'en finir avec tous les syndicats de New York ! » De son côté, la MTA a qualifié le nouveau vote de « geste en l'air », en insistant que la proposition précédente n'était plus sur la table.

Pourquoi une grève efficace a-t-elle été démobilisée par les pontes syndicaux ? Ce n'est pas seulement que Toussaint a cédé. Pendant la grève le local 100 a été poignardé dans le dos par la direction internationale du TWU, qui était contre la grève et demandait aux grévistes de reprendre le travail. Le TWU a aussi été abandonné par tous les responsables syndicaux de New York, y compris par le Central Labor Council (Conseil syndical central) et d'autres syndicats clés. Randi Weingarten, la présidente du syndicat des enseignants UFT, Dennis Rivera, le chef du local 1199 du SEIU, et d'autres pontes syndicaux ont refusé même de déclarer qu'ils soutenaient la grève.

La raison pour laquelle les pontes syndicaux trahissent continuellement leur base, c'est qu'au fond il n'est pas pos-

sible de servir deux maîtres. Il n'y a réellement que deux camps : soit le camp des travailleurs, soit le camp des capitalistes qui les exploitent. Les bureaucrates syndicaux de ce pays, tout en touchant un salaire versé par les syndicats, soutiennent le système capitaliste et les politiciens qui en sont les hommes de paille, essentiellement dans le Parti démocrate (même si ses efforts pour apparaître comme un « ami des travailleurs » n'abusent plus grand monde).

La stratégie des pontes du local 100, c'est le vain espoir que les politiciens Démocrates qu'ils ont soutenus viendront en aide au syndicat. Ces dernières années ils ont versé des millions dans les caisses des politiciens, dont des milliers de dollars de dons au procureur général Eliot Spitzer, de 1998 à 2004. Le bureau de Spitzer a été le fer de lance des repréailles contre le TWU pour avoir fait grève, et il a fait emprisonner le président du TWU. La sénatrice Hillary Clinton, qui a les faveurs de la direction Toussaint, a approuvé l'utilisation par Spitzer de la loi Taylor contre les travailleurs des transports en 1999, à l'occasion d'une renégociation houleuse du contrat. Le syndicat a fait appel au sujet des amendes, mais Toussaint accepte le « droit » de l'Etat à punir le syndicat. Après le jugement, il a déclaré que « Deux millions et demi, c'est excessif, c'est trop, et c'est partial. Nous ne pensons pas que le juge aurait dû aller aussi loin » (*Amsterdam News*, 20 avril).

Au tribunal Toussaint a été soutenu par des « alliés » du syndicat du genre de Jesse Jackson, l'homme de paille noir du Parti démocrate, et Patrick Lynch, le chef de la Patrolmen's Benevolent Association (PBA – Association d'entraide des agents de police). Le rôle de Jackson, qui a dit que la grève était un « mal nécessaire », est de désamorcer la lutte et de canaliser les travailleurs pour les ramener vers la politique électorale. La PBA et autres « syndicats » de flics ne font pas partie du mouvement ouvrier. Les flics sont les ennemis des travailleurs et des minorités, et leur devoir est de protéger le système de profits des patrons, y compris en écrasant les grèves. Flics, vigiles, hors des syndicats !

Pour que les syndicats deviennent des instruments d'une lutte combative contre les exploiters capitalistes, il faut combattre la politique de la bureaucratie syndicale. Ceci inclut combattre toute intervention du gouvernement ou des tribunaux dans le mouvement syndical. Un exemple immédiat de ce danger est la suspension des prélèvements automatiques des cotisations. Nous nous opposons aux amendes infligées par le tribunal contre le syndicat. Cependant, comme nous l'avons déjà souligné, cela montre le danger de laisser les employeurs capitalistes contrôler le ramassage des cotisations par prélèvement sur la feuille de paye. Le ramassage des cotisations devrait être effectué par des responsables syndicaux élus, ce qui aurait aussi comme conséquence qu'ils devraient rendre des comptes aux syndiqués.

Pour libérer la puissance des syndicats, il faut une bataille politique pour chasser les bureaucrates syndicaux procapistes et forger une direction syndicale déterminée à mener une *lutte de classe* contre le capitalisme. Le mouvement syndical a désespérément besoin d'une direction basée sur l'*indépendance* complète de la classe ouvrière par rapport à l'Etat des patrons et à ses partis politiques. Une telle direction sera forgée dans la lutte de classe, dans le cadre du combat pour construire un parti ouvrier luttant pour un gouvernement ouvrier, sous lequel l'industrie sera arrachée des mains des capitalistes et une économie planifiée et collectivisée sera construite, basée sur la production pour les besoins sociaux et non pour les profits. ■

# Défense de l'Etat ouvrier déformé chinois !

## Pour la révolution politique ouvrière !

**Le « socialisme de marché »  
en débat lors d'un  
« Forum de la gauche »**

Ces derniers temps les divergences au sein de la bureaucratie de l'Etat chinois sur la politique économique apparaissent au grand jour. Un certain nombre de bureaucrates et d'idéologues staliniens s'inquiètent des conséquences des licenciements et des autres bouleversements provoqués par les « réformes de marché » de Pékin, qui ont ouvert la voie aux investissements des impérialistes occidentaux et japonais, ainsi qu'à ceux de la bourgeoisie chinoise expatriée ; ils craignent en effet que ces réformes ne jettent ainsi les bases d'une explosion sociale incontrôlable.

D'après les statistiques officielles chinoises, il y aurait eu l'année dernière 87 000 « incidents de masse » impliquant une agitation sociale – une moyenne de 240 par jour – dirigée contre la corruption, les inégalités sociales, la perte d'avantages sociaux, l'appropriation de terres agricoles par des responsables politiques sans indemnités équitables. La privatisation de beaucoup d'usines d'Etat a eu comme conséquence des millions de licenciements. Cette agitation a provoqué, dans de nombreux forums et réunions organisés par le Parti communiste chinois (PCC), des débats entre les dirigeants de la bureaucratie qui veulent que l'« ouverture » économique se poursuive au même rythme, les « néo-marxistes » qui veulent que l'Etat intervienne davantage pour limiter les ravages des « réformes de marché », et les « conservateurs » maoïstes qui cherchent à revenir à une économie bureaucratiquement planifiée. Le mois dernier une controverse a éclaté au cours d'une séance de l'organe législatif, l'Assemblée nationale populaire, autour d'une proposition de loi visant à protéger la propriété privée, qui a été finalement retirée.

La situation en Chine confirme la conception trotskyste selon laquelle ce pays est un Etat ouvrier déformé, où une bureaucratie parasitaire privilégiée repose sur les formes de propriété collectivisée créées par la Révolution de 1949. Guidée par le désir de protéger ses privilèges, la bureaucratie ne défend la propriété d'Etat que dans la mesure où elle craint le prolétariat. En tant que marxistes nous considérons qu'une économie collectivisée, avec une planification économique centralisée basée sur la démocratie ouvrière, est essentielle pour le développement des forces productives. Les marxistes veulent libérer les forces créatrices de l'humanité, qui ont été entravées par le système capitaliste et les formes antérieures de sociétés divisées en classes. Cette conception d'un avenir communiste présuppose un ordre économique global basé sur l'appropriation des ressources productives des pays capitalistes avancés, par une révolution prolétarienne internationale.

Comme l'explique notre série d'articles de 1988 « Le «socialisme de marché» en Europe de l'Est » :



China Labour Bulletin

En 2004, dans la province du Shaanxi, plus de 6 000 ouvriers de l'usine textile de Tianwang, principalement des femmes, ont fait un mois et demi de grève contre des capitalistes de Hongkong qui avaient repris leur usine.

« Les régimes staliniens ont une *tendance inhérente* à abandonner la planification centralisée en faveur d'un arrangement comprenant les éléments principaux suivants : prix et production déterminés par la concurrence des entreprises entre elles ; l'investissement, les rémunérations des gestionnaires et les salaires des ouvriers fonction de la rentabilité des entreprises ; fermeture des entreprises non rentables, avec comme résultat du chômage ; élimination des prix subventionnés, avec comme résultat un taux d'inflation plus élevé ; extension du rôle des petits entrepreneurs capitalistes, en particulier dans le secteur des services ; renforcement des liens commerciaux et financiers avec les capitalismes occidental et japonais, y compris en encourageant les sociétés mixtes (*joint-ventures*). Ces mesures ne signifient pas un retour larvé au capitalisme, comme le prétendent beaucoup de commentateurs bourgeois et un nombre non négligeable de militants de gauche aux idées confuses. Mais elles renforcent bel et bien, à l'intérieur, les forces pour la contre-révolution capitaliste. »

– le *Bolchévik* n°89, décembre 1988

La faiblesse fondamentale de la planification centrale en Chine, telle qu'elle existait sous Mao Zedong, était qu'elle était basée sur le commandisme et l'arbitraire bureaucratiques et non sur la démocratie des soviets (conseils ouvriers). Il en résultait, comme l'écrivait Léon Trotsky dans *la Révolution trahie* (1936), que « La production semble marquée du sceau gris de l'indifférence. Dans l'économie nationalisée, la *qualité* suppose la démocratie des producteurs et des consommateurs, la liberté de critique et d'initiative, toutes choses incompatibles avec le régime totalitaire de la peur, du mensonge et de la louange. »

Beaucoup de bureaucrates et d'intellectuels dissidents – tout au moins ceux que le régime du PCC autorise à s'exprimer publiquement – ont un modeste programme de réformes, dont le but ultime est de préserver le pouvoir de la bureaucratie stalinienne. Ils réclament simplement une régulation et une intervention accrues du gouvernement – même pas nécessairement un retour à la planification d'Etat. Un représentant de ce courant, Cheng Enfu, directeur exécutif

de l'Institut du marxisme à l'Académie chinoise des sciences sociales, déclare : « Si vous acceptez les idées économiques marxistes, vous serez d'accord que le gouvernement devrait avoir un certain contrôle sur l'économie de marché » (agence de presse Knight Ridder, 22 février).

Cheng était invité à prononcer un discours devant le « Forum de la gauche » organisé le 12 mars à New York sur le thème « Points de vue marxistes sur le développement contemporain de la Chine ». Se présentant comme un « néomarxiste », il a déclaré qu'en Chine « la proportion de propriété privée est trop élevée », et qu'« il est impossible de réaliser l'harmonie dans une société capitaliste privatisée ». En même temps, il a défendu la politique d'« ouverture » de Pékin – à la pénétration capitaliste/impérialiste – comme « très correcte ».

Depuis la salle, un militant de la Ligue communiste internationale est intervenu tout d'abord contre les participants au forum qui argumentaient que le capitalisme a déjà été restauré en Chine. Pour les sociaux-démocrates et autres inspireurs du « Forum de la gauche », l'idée que la Chine est capitaliste est une justification commode pour refuser de la défendre contre les impérialistes. Notre camarade a fait remarquer que « La Chine n'est pas capitaliste. Le noyau dur de l'économie est la propriété collectivisée [...]. Nous sommes pour la défense militaire inconditionnelle de l'Etat ouvrier déformé chinois contre les agressions impérialistes et la contre-révolution. » Il a poursuivi en affirmant notre opposition à la direction stalinienne traître, en déclarant :

« Ce qui est nécessaire, c'est une révolution politique pour instaurer la démocratie ouvrière, et renforcer ce faisant l'Etat ouvrier. Aussi, un autre problème clé de l'économie est qu'elle est construite sur le dogme antimarxiste du "socialisme dans un seul pays". Le problème de la pénurie en Chine – et d'ailleurs dans le monde entier – ne peut être résolu que par une révolution socialiste internationale. »

Un régime de conseils ouvriers et paysans rétablirait une économie centralement planifiée, et avec elle un monopole d'Etat du commerce extérieur. En même temps, il chercherait à profiter de la division internationale du travail en favorisant un niveau élevé d'exportations et d'importations, et renégocierait les accords économiques avec les Etats-Unis et les autres capitalistes dans un sens favorable aux travailleurs.

Un corollaire du « socialisme dans un seul pays » est la

vaine quête par la bureaucratie d'une « coexistence pacifique » avec l'impérialisme, une politique qui a toujours sapé la défense des Etats ouvriers, notamment par la trahison des révolutions prolétariennes sur le plan international. Quand le président chinois Hu Jintao a serré la main à George W. Bush la semaine dernière à Washington, cela a rappelé que Pékin soutient la « guerre contre le terrorisme » dirigée contre les travailleurs, les opprimés et quiconque est perçu comme un obstacle par les impérialistes américains. Washington a une stratégie double pour préparer la contre-révolution capitaliste en Chine : une combinaison de pénétration économique et de pression militaire. Les Etats-Unis et le Japon ont renforcé leurs accords militaires, y compris celui qui vise à défendre Taïwan et à « contrer la menace militaire chinoise ». L'encouragement donné par Bush au programme nucléaire indien vise à resserrer un peu plus le nœud coulant militaire autour de la Chine.

Le rôle historique de la classe ouvrière chinoise est de construire un parti léniniste-trotskyiste qui dirigera la lutte pour la révolution politique prolétarienne. Comme l'écrivaient nos camarades du Groupe spartaciste du Japon dans « Pourquoi la Chine n'est pas capitaliste – Il faut défendre et étendre les acquis de la Révolution de 1949 ! » (*le Bolchévick* n° 173, septembre 2005) :

« Les ouvriers et les paysans chinois ont mené de nombreuses luttes au cours des dix dernières années, mais ils sont atomisés, sans une direction qui ait comme perspective de renverser le pouvoir politique des bureaucrates et de remettre le pouvoir aux mains de soviets d'ouvriers, de soldats et de paysans. Un parti trotskyste international coordonnera et dirigera les luttes ouvrières spontanées et locales ; il établira aussi un lien entre la lutte contre la bureaucratie corrompue en Chine et celles des ouvriers nord-coréens et vietnamiens contre leurs dirigeants staliniens. Un tel parti travaillera de concert avec ses camarades du Japon en lutte pour une révolution ouvrière, et avec les luttes de classe des ouvriers combattifs des Philippines et de Corée du Sud contre leurs bourgeoisies. »

Le sort du prolétariat chinois – et celui des travailleurs et des opprimés du monde entier – se décidera dans la lutte pour la révolution socialiste internationale, en particulier dans le ventre de la bête impérialiste américaine.

– Traduit de *Workers Vanguard, journal de nos camarades américains*, n° 869, 28 avril

## Journée d'études de la Ligue trotskyste

Samedi 24 juin

- 11h00** Pourquoi la Chine n'est pas capitaliste.  
Il faut défendre et étendre les acquis de la Révolution de 1949 !
- 14h00** Juin 1936 : l'occasion d'une révolution ouvrière trahie par le PCF.

Université de St-Denis  
Salle A010  
(Métro St-Denis - Université)

## Lutte ouvrière...

Suite de la page 4

lumpen-prolétariat (des éléments déclassés, en marge de la société) que les ouvriers n'avaient aucun intérêt à défendre. Au congrès de LO Barcia se faisait l'écho de l'hystérie capitaliste en fustigeant ceux « qui ont choisi les cocktails molotov, ce qu'on ne fabrique pas sans y penser, contre les bus, contre les écoles, contre tout et n'importe quoi et y compris les chauffeurs et les vieilles dames, sans se soucier, si elles pourront sortir du bus. Et il y avait aussi des jeunes ou des moins jeunes qui sont simplement irresponsables et qui ont suivi par bêtise. »

Tout en reconnaissant qu'il y avait dans ce mouvement « des enfants d'ouvriers » et « des jeunes travailleurs sans emploi », Barcia insiste sur « la distinction entre lumpen prolétariat et prolétariat ». Citant ceux qui vivent de « la débrouille, les trafics et les larcins de tout genre », il déclare que « c'est déjà le lumpen prolétariat, et ce n'est pas ce qu'il y a de mieux. C'est ceux que Le Pen paiera pour casser la figure aux grévistes et aux militants » (*Lutte de classe*, février).

Il fallait être Barcia pour y penser : quand des milliers de jeunes se révoltent contre le « manque de respect », les propos racistes de Sarkozy contre eux et la mort de deux jeunes, qu'ils auraient pu être eux-mêmes, Barcia y voit de la graine... de lepénisme. En fait, des fascistes comme Le Pen se sont développés à travers l'Europe en avançant un programme de « purification ethnique » - l'expulsion en masse des non-Européens qui vivent dans leur pays. *Ce sont les campagnes racistes, menées aussi bien par la gauche au pouvoir que par la droite, qui gonflent les voiles des fascistes.*

Des émeutes comme celle-ci sont l'expression du désespoir des jeunes sans travail, si marginalisés qu'ils sentent qu'ils n'ont aucun pouvoir pour changer quoi que ce soit dans la société. Malgré toute l'énergie dépensée et la dévastation infligée, ce genre d'explosion n'apporte aucun changement. C'est pourquoi il est tellement important que la classe ouvrière, qui est la force sociale qui a l'intérêt et le pouvoir de renverser tout ce système capitaliste d'exploitation, de racisme et de misère, se batte pour améliorer les conditions de vie dans ces quartiers dévastés.

Et les jeunes des banlieues ne sont pas tous des chômeurs totalement désocialisés. Il suffit d'aller à l'heure du changement d'équipe devant une usine automobile, que ce soit Citroën-Aulnay ou Renault-Flins, pour se rendre compte que les travailleurs marocains et africains venus dans les années 1960 et 1970 ont en partie été remplacés par des jeunes des cités de même origine, leurs enfants et petits-enfants pour certains. Ces prolétaires à la peau foncée ne sont pas de simples victimes sans défense, mais une composante très importante des forces capables de détruire le système capitaliste raciste. En plus, beaucoup de ces travailleurs représentent potentiellement un pont vers les masses ouvrières et paysannes du tiers-monde néocolonial, un lien vivant pour une perspective internationale socialiste.

Pour à la fois s'attaquer à la crise du logement et au chômage endémique, il faudrait de vastes projets de construction et de travaux publics, y compris dans les moyens de communication pour désenclaver les cités - il n'y a même pas de gare à Clichy-sous-Bois, d'où est partie la révolte des banlieues à l'automne dernier. Il faudrait construire à la fois de très grands logements pour les familles nombreuses, et aussi

des logements plus petits en nombre suffisant pour les jeunes qui veulent s'émanciper de la tutelle familiale. Cela exigerait des embauches massives, pour répartir le travail entre toutes les mains, sans perte de salaire. Cela permettrait de faire la jonction alliant la colère des masses dépossédées des cités-ghettos avec la puissance sociale du prolétariat multiethnique de ce pays. Cela poserait la question d'une révolution ouvrière, car manifestement le système capitaliste décadent ne peut pas satisfaire ces revendications vitales pour la survie du prolétariat.

Le mouvement ouvrier devrait se mobiliser immédiatement en défense de *tout* segment de la population en butte à la terreur policière, qu'il s'agisse d'ouvriers ou pas, qu'il s'agisse de jeunes à la peau foncée, de prostituées, de Roms, d'adeptes de religions minoritaires (dites « sectes »), d'homosexuels empêchés de se marier ou d'adopter des enfants, de femmes auxquelles on interdit d'avorter après la quatorzième semaine d'aménorrhée, etc. C'est le rôle d'un parti d'avant-garde de pousser ces questions pour que la classe ouvrière comprenne non seulement sa propre exploitation économique dans l'usine, mais qu'elle comprenne le fonctionnement du système capitaliste oppressif dans son ensemble et le rôle de l'oppression raciste pour perpétuer le système. Nous luttons pour construire un parti révolutionnaire multiethnique qui soit un « tribun populaire », comme disait Lénine, « sachant réagir contre toute manifestation d'arbitraire et d'oppression, où qu'elle se produise, quelle que soit la classe ou la couche sociale qui ait à en souffrir, sachant généraliser tous ces faits pour en composer un tableau d'ensemble de la violence policière et de l'exploitation capitaliste, sachant profiter de la moindre occasion pour exposer *devant tous* ses convictions socialistes et ses revendications démocratiques, pour expliquer à *tous* et à chacun la portée historique de la lutte émancipatrice du prolétariat » (*Que Faire ?*)

C'est par l'intervention d'un parti léniniste dans la classe ouvrière que celle-ci pourra acquérir une telle conscience révolutionnaire.

### L'assimilationnisme républicain de LO

Mais LO est bien loin de tracer une telle perspective. Pour LO au contraire, le problème des banlieues, et sa solution, se réduit presque entièrement à une question d'éducation et d'accroître les subventions gouvernementales. Dans un discours du 8 novembre 2005, Arlette Laguiller s'en prenait aux jeunes davantage qu'à la police, se lamentant que « les jeunes de banlieue, jusqu'aux enfants, aient perdu toute notion de solidarité, tout sens social et que, pour s'exprimer, ils s'adonnent à cette violence stérile ». Pour y remédier, elle déclare :

« Ce serait à l'Etat d'assumer sa responsabilité. Ce serait à l'Etat d'embaucher et de former des enseignants en nombre suffisant, à commencer dans les écoles maternelles et les écoles primaires. Il faudrait des effectifs d'élèves peu nombreux, une douzaine par enseignant, pour qu'ils puissent faire correctement leur travail et que les enfants puissent trouver à l'école ce qu'ils ne peuvent pas trouver dans leur milieu familial. »

- *Lutte Ouvrière*, 11 novembre 2005

Dans le même numéro de son journal, LO dit même que les jeunes n'ont pas appris « un minimum de langage permettant de comprendre un raisonnement », ni « à lire correctement en pouvant assimiler des textes un peu complexes ».

Si la bourgeoisie « ne veut pas consacrer de l'argent à tout cela » (comme dit LO), il y a des raisons matérielles à cela :

c'est tout simplement parce qu'elle n'a aucun profit à en retirer. Les jeunes des banlieues sont de jeunes citoyens français et ils refusent les conditions de travail et de salaire que veulent leur imposer les capitalistes (c'était l'enjeu du CPE), et que les sans-papiers et les immigrants d'Europe de l'Est sont, eux, bien obligés d'accepter. Le capitalisme français décadent, en pleine désindustrialisation, ferme ses usines les unes après les autres, et c'est pour cela qu'il n'a aucune raison de mettre de l'argent dans l'éducation pour former des travailleurs qualifiés et d'un niveau culturel élevé. Il est au contraire contraint de liquider l'Etat-providence pour augmenter le taux de profit des capitalistes français, condition impérative pour qu'ils puissent faire face à la concurrence de leurs rivaux étrangers.

Contrairement aux mensonges de la bourgeoisie, que recrache ici LO, l'Etat bourgeois n'est pas au-dessus des classes sociales. Il n'est ni neutre, ni susceptible d'aider les « classes populaires » : l'Etat est un appareil d'oppression d'une classe par une autre. C'est une machine de répression : l'armée, les flics et les tribunaux sont là pour défendre la domination de classe et les profits des capitalistes contre les travailleurs qu'ils exploitent. Leur fonction est d'empêcher ceux qui créent les richesses de la société d'en prendre possession et de maintenir au pouvoir ceux qui empochent les profits. Comme l'écrivait le révolutionnaire russe Boukharine à propos de l'école bourgeoise dans l'*ABC du communisme* en 1920 :

« De la même façon, l'Etat capitaliste éduque pour l'abâtissement, l'abrutissement et la domestication du prolétariat, des techniciens, des maîtres d'école et des professeurs bourgeois, des prêtres et des évêques, des écrivains et des journalistes bourgeois. A l'école, ces spécialistes apprennent aux enfants, dès l'âge le plus tendre, à obéir au Capital, à mépriser et à haïr les révoltés ; on leur débite des contes à dormir debout sur la Révolution et le mouvement révolutionnaire ; on glorifie tsars, rois, industriels, etc. »

Nous sommes assurément pour investir massivement dans l'éducation. Mais cela pose la question de renverser ce système capitaliste qui ne veut ni ne peut éduquer sa jeunesse. Au lieu de cela LO se prend de nostalgie pour... l'école capitaliste de Jules Ferry de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle ! Barcia a ainsi déclaré lors de la dernière conférence nationale de LO fin 2005 :

« C'est la III<sup>e</sup> République qui, avec des méthodes d'éducation qu'on récuserait aujourd'hui – les coups de règle sur les doigts, le par-cœur, le bonnet d'âne au coin – qui a appris à parler français, à le lire et à l'écrire, à des petits Bretons, des Auvergnats, des Basques, etc. qui étaient issus de familles d'immigrés de l'intérieur. Ils n'ont pas tous fait des études

secondaires et supérieures, loin de là, mais ils ont su lire, écrire et compter. Aujourd'hui c'est moins vrai. »

– *Lutte de classe*, février

L'école de la III<sup>e</sup> République était en réalité l'école du chauvinisme français où les enfants de colonisés d'Afrique apprenaient à répéter « nos ancêtres les Gaulois ». Son symbole, Jules Ferry, était l'un des partisans les plus enragés du colonialisme français, notamment au Maghreb et en Indochine. Ferry, après une défaite militaire au Tonkin en Indochine (d'ailleurs on le surnommait Ferry-Tonkin), déclarait au Parlement en 1885 :

« Messieurs, il faut parler plus haut et plus vrai ! Il faut dire qu'en effet les races supérieures ont un droit vis-à-vis des races inférieures [...] parce qu'il y a un devoir pour elles. Elles ont un devoir de civiliser les races inférieures. »

Ferry fut de ceux qui en 1871 disaient des communards : « On n'en fusillera jamais assez. » Il s'opposait au maintien des écoles confessionnelles avec l'argument qu'« il est à craindre que d'autres écoles se constituent, ouvertes aux fils d'ouvriers et de paysans, où l'on enseignera des principes diamétralement opposés, inspirés peut-être par l'idéal socialiste ou communiste emprunté à des temps plus récents, par exemple à cette époque violente et sinistre comprise entre le 18 mars et le 24 mai 1871 ».

La bourgeoisie française n'a jamais eu l'intention de permettre qu'une partie de la population française ait la peau foncée et soit non-chrétienne. Comme nous le faisons remarquer dans « Immigration et oppression raciste en Europe » (*Spartacist* n° 29, été 1996) :

« La société française se vante de ce que la France n'est pas raciste, au sens américain d'une discrimination basée sur la couleur de peau. Ceux qui s'assimilent à la "culture française", explique-t-on, seront acceptés comme français. C'est l'argumentaire "laïque" qui sert de justification à des mesures racistes, comme l'exclusion de jeunes filles d'établissements scolaires parce qu'elles portent le *hidjeb*. Un obstacle particulier à l'assimilation est que dans ce pays, le racisme est aussi un héritage du colonialisme. Les anciens colonisés, que la bourgeoisie a toujours considérés comme des sous-hommes à "civiliser" à coups de fusil, de Bible et de *Marseillaise*, forment aujourd'hui l'essentiel de "sa" main-d'œuvre immigrée. Et l'oppression raciste antimaghrebine est exacerbée encore par la haine que la bourgeoisie voue au peuple algérien qui a vaincu l'impérialisme français et arraché son indépendance nationale en 1962. »

## LO et le voile islamique, de Paris à Kaboul

LO, qui a de nombreux enseignants dans ses rangs, prend depuis 15 ans une part active aux expulsions de jeunes femmes voilées hors des écoles. Nous avons au contraire toujours fait campagne contre ces expulsions racistes qui ne font que rejeter ces femmes dans le monde clos et oppresseur de leur famille. LO a joué un rôle d'« avant-garde » dans l'exclusion d'Alma et Lila Lévy d'un lycée d'Aubervilliers en banlieue parisienne, un cas qui a défrayé la chronique à l'automne 2003, et a de fait pavé la voie à la loi raciste de Luc Ferry, ministre de l'Education à l'époque, interdisant le voile. (Les profs de LO ont d'ailleurs fait ce coup avec un autre prof dans le même lycée, Pierre-François Grond, membre du bureau politique de la LCR.)

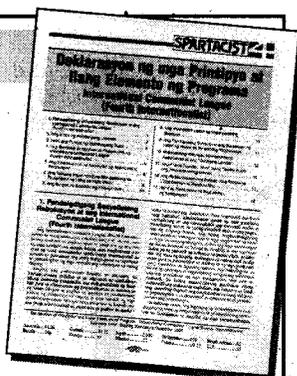
Bien sûr LO argumente que c'est soi-disant pour leur bien qu'elle les exclut de l'école. Leur argument favori, c'est que l'interdiction du foulard permet aux femmes qui veulent lutter contre l'imposition par leur famille du voile oppresseur, de se soustraire à cette obligation. Ils argumentent aussi que cela

**Vient de paraître !**

**Déclaration de principes et quelques éléments de programme de la LCI**

Traduction en tagalog  
1 euro

Commande :  
Le Bolchéviek, B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10



permet de dissuader les prosélytes qui veulent augmenter la pression sur les jeunes femmes pour adopter le voile, qui effectivement symbolise l'oppression des femmes dans les sociétés patriarcales et dans des religions comme l'islam ou le catholicisme.

En déportant ainsi le débat sur l'oppression des femmes et la montée de la religion, LO essaie de faire disparaître le contexte de cette campagne : la montée du racisme antimaghrébin, désignant la population originaire d'Afrique du Nord comme un vivier pour l'intégrisme islamiste et de là pour le terrorisme. LO a complètement absorbé cette campagne et c'est pourquoi elle maintient un silence complice sur Vigipirate, ce plan de quadrillage raciste par l'armée et la police de l'espace public et notamment des moyens de transport.

En fait avec la loi Ferry-Chirac de février 2004 contre le foulard LO voit l'Etat bourgeois français comme une force qui peut aider à lutter contre la montée de l'obscurantisme religieux. Arlette Laguiller est allée jusqu'à célébrer cette loi dans le cadre de la journée internationale des femmes à Paris, le 6 mars 2004, en manifestant bras dessus, bras dessous, avec Nicole Guedj, UMP, alors secrétaire d'Etat à la construction des prisons ! Tout un programme pour les jeunes de banlieue. (Laguiller se montrait en même temps avec Fadela Amara, qui dans son livre mal nommé *Ni putes ni soumises* remercie chaleureusement la société Accor pour son sponsoring – une opération de « com » antiraciste à pas cher pour Accor, dont l'hôtel Ibis à Roissy sert de centre de rétention pour étrangers en attente de déportation.) LO enjolive et répand ainsi des illusions *dans l'Etat bourgeois républicain, qui est la source première dans ce pays de l'oppression raciste, et de ce fait la véritable source de la montée de la religion islamique*. C'est là qu'on voit le réformisme de LO : au lieu de lutter pour détruire l'Etat bourgeois par une révolution ouvrière, LO renforce son autorité « laïque ».

Effectivement il y a une montée de la religiosité notamment parmi les jeunes originaires du monde musulman (voir notamment la récente enquête de Sylvain Brouard et Vincent Tiberj, *Français comme les autres ? Enquête sur les citoyens d'origine maghrébine, africaine et turque*) ; face au chômage de masse, à l'exclusion du logement, de l'éducation, les jeunes se tournent davantage que leurs parents vers la religion qui est, comme le soulignait Marx, le « cœur d'un monde sans cœur ». C'est pourquoi la seule manière de lutter contre l'obscurantisme religieux n'est pas d'enjoliver l'Etat français laïque (catholique), mais tout au contraire de lutter pour mobiliser la classe ouvrière contre la ségrégation et la terreur raciste de l'Etat bourgeois français.

La LTF s'est toujours battue avec acharnement contre le voile et contre la réaction islamiste et nous continuons à le faire. Et c'est en Afghanistan qu'on a pu voir le plus clairement qui voulait sérieusement lutter contre l'oppression des femmes voilées : De 1979 à 1989, quand l'Armée rouge soviétique était en Afghanistan, les femmes afghanes n'étaient pas soumises à la *burka*. Elles étaient formées comme infirmières, enseignantes et soldates. C'est tout le contraire de ce qu'ont fait les capitalistes français pendant la colonisation en Algérie, car l'Union soviétique était un Etat ouvrier ; malgré l'usurpation du pouvoir politique par une caste parasitaire stalinienne, le fondement social de l'URSS reposait sur l'expropriation des capitalistes et la collectivisation de l'économie, incompatibles avec l'exclusion moyenâgeuse des femmes sous la *burka*. Alors que les impérialistes des USA et de la France soutenaient et armaient les réactionnaires islamistes qui voulaient revoiler de force les femmes et



20 Minutes

Arlette Laguiller (à droite) défile le 6 mars 2004 contre les femmes voilées, avec Nicole Guedj (UMP, à gauche), et avec Fadela Amara (au centre). Amara : « ni pute » (excepté par exemple les subventions d'Accor qui gère le centre de rétention dans l'hôtel Ibis de Roissy), « ni soumise » (sauf par exemple à son mentor Malek Boutih, auteur de la politique anti-immigration du PS).

tuer le plus possible de soldats soviétiques, nous avons dit « Salut à l'Armée rouge en Afghanistan ! Etendez les acquis d'Octobre [1917] aux peuples afghans ! », et nous avons dénoncé le retrait des troupes soviétiques en 1989 comme une lâche trahison de la bureaucratie stalinienne, qui a pavé la voie à la contre-révolution en URSS même en 1991-1992.

LO, qui aujourd'hui se cache derrière son opposition au voile pour exclure les jeunes filles des lycées, condamnait et condamne toujours l'intervention soviétique en Afghanistan, la comparant à celle des impérialistes au Vietnam. Le fruit amer du retrait soviétique en Afghanistan c'est l'horreur qui en résulte aujourd'hui. N'en déplaise à ceux qui versent des larmes de crocodile sur le sort des femmes afghanes et sur la montée de l'islam dans le monde aujourd'hui, la réalité c'est que la chute de l'Union soviétique en est au fond la cause. La destruction contre-révolutionnaire de l'Union soviétique, en faisant reculer l'idéal du socialisme dans la conscience des travailleurs, a amené un retour de la religiosité, de la Russie orthodoxe à l'Amérique protestante, au monde islamique, et aux banlieues ici. LO a refusé de s'opposer à la pire racaille islamiste en Afghanistan dans les années 1980, et aujourd'hui ils se plaignent des islamistes en France.

Tant qu'existait l'Union soviétique, un Etat ouvrier qui symbolisait un espoir pour tous les ouvriers du monde en dépit de la dégénérescence stalinienne, les bourgeoisies d'Europe avaient besoin de s'assurer du soutien ou au moins de la neutralité de leur classe ouvrière pour la guerre froide contre l'URSS, et elles ont concédé une série d'acquis aux ouvriers. Avec la chute de l'Union soviétique en 1991-1992, les bourgeoisies ont commencé à détruire systématiquement ces acquis. La bourgeoisie a alors opté pour la « tolérance zéro » : zéro immigration, zéro aide sociale aux jeunes issus de l'immigration, zéro infraction impunie. Les discours de soi-disant tolérance ont été remplacés par la répression pure et dure, et ce sont les gouvernements capitalistes actuels, de gauche comme de droite, qui la mettent en place.

La question immigrée est fondamentalement une question de droits démocratiques. Mais ces droits ne peuvent être conquis ou préservés que par le prolétariat en lutte pour arracher le pouvoir d'Etat des mains de la bourgeoisie et pour établir une économie centralisée et planifiée. L'obstacle à une telle perspective, c'est la bureaucratie syndicale et les

partis réformistes. Ils ont montré pendant la révolte des banlieues qu'ils sont du côté de l'ordre capitaliste, pas des jeunes opprimés. Aujourd'hui dans de nombreux cas ce sont des militants de Lutte ouvrière qui dirigent les syndicats. LO ne cesse d'habitude de pleurnicher que les syndicats ne devraient pas se contenter de journées d'action isolées sans lendemain, mais qu'ils devraient les faire s'enchaîner de façon de plus en plus massive et à échéance de plus en plus rapprochée, jusqu'à faire si peur au gouvernement et au patronat que celui-ci recule et accorde quelques miettes aux travailleurs. Pendant le CPE c'est exactement ce qui s'est passé - et LO a logiquement fait disparaître toute critique de la bureaucratie syndicale. LO a ainsi contribué à ce que les

réformistes puissent maintenir le mouvement dans un cadre très limité, et ensuite le décommander sitôt le CPE liquidé.

La lutte des travailleurs et de la jeunesse a fait tomber le CPE, mais cela ne commence même pas à modifier la situation telle qu'elle était avant le CPE, faite de chômage, de discrimination raciste et de terreur policière. Au contraire, le reste de la loi raciste accroissant l'inégalité des chances, dont faisait partie le CPE, se met en place progressivement. La seule perspective réaliste pour en finir avec l'oppression dans les cités-ghettos, c'est de lutter pour renverser le système capitaliste tout entier. Nous luttons pour construire un parti ouvrier multiethnique d'avant-garde pour diriger à la victoire une révolution socialiste. ■

## Loi raciste...

Suite de la page 2

gramme tout aussi procapitaliste ; par exemple certains militants du PCF pendant le gouvernement Jospin (1997-2002) exonéraient Marie-George Buffet et Jean-Claude Gayssot, qui étaient tous deux ministres, en disant que les déportations c'était Chevènement qui les faisait comme ministre des flics. Mais Buffet et Gayssot, de par la solidarité gouvernementale, servaient de couverture à Chevènement, et les expulsions se faisaient par des avions d'Air France et des bateaux de la SNCM, deux sociétés nationalisées et sous la tutelle directe du ministre des Transports PCF Gayssot. C'est d'ailleurs Gayssot qui a privatisé Air France. Et c'est notamment dans les transports que le gouvernement avait renforcé le plan de quadrillage raciste de Vigipirate après le 11 septembre 2001. **A bas Vigipirate !** Ce gouvernement était tellement détesté que Jospin s'est fait éliminer au premier tour des élections présidentielles de 2002, au profit du fasciste Le Pen.

Encore aujourd'hui les travailleurs se souviennent avec amertume de ce gouvernement anti-ouvrier, et c'est pourquoi la LCR jure ses grands dieux qu'elle refuse de magouiller avec le PS et encore plus de gouverner avec lui. Mais pour ces opportunistes il suffit que l'opportunité se présente pour qu'ils la saisissent. Au Brésil ils ont non seulement des membres dans l'équivalent brésilien du PS, le PT de Lula, ils ont carrément un camarade, Miguel Rossetto, ministre dans le gouvernement capitaliste de front populaire de Lula, et ce depuis plus de trois ans. Leur direction internationale s'est encore récemment réunie (voir *Inprecor* n° 515/516, mars-avril) pour réitérer qu'ils considèrent ces gens comme toujours membres de leur organisation, même si une bonne partie de leurs membres militent maintenant dans un nouveau petit parti social-démocrate « de gauche », le P-SOL (voir notre article paru dans *le Bolchévik* n° 171, mars 2005).

Il y a aujourd'hui une division du travail entre la LCR, qui se prononce pour des candidatures à gauche de la gauche avec le PCF « antilibéral », et le PCF qui insiste que pour battre la droite il faut aussi faire l'unité avec le PS. C'est une chaîne syphilitique de collaboration de classes qui relie ainsi les « communistes révolutionnaires » de la LCR aux « communistes » du PCF, le PCF au PS, et tous à des forces capitalistes « de gauche ». Avec ses multiples appels au PS par oral et par écrit pour faire des meetings communs de lutte et des actions communes dans la rue contre les attaques « néolibérales », la LCR a apporté sa propre petite contribution à redonner du crédit aux sociaux-démocrates du PS.

En fait la LCR est à la recherche de son propre front

populaire « de gauche », avec José Bové, ex-leader paysan et qui à ce titre n'a rien à voir avec le mouvement ouvrier. L'indépendance politique du mouvement ouvrier vis-à-vis de toutes les forces de la bourgeoisie, quelque « progressistes » qu'elles se prétendent, doit être un point de départ pour quiconque veut lutter contre l'ordre bourgeois. **Non à un nouveau « front populaire », qui encore une fois attaquera les ouvriers et les immigrés !**

La LCR fait de temps à autre un commentaire contre Chevènement, qui était tout de même ministre des flics sous Jospin. Mais ils n'ont aucun état d'âme à partager sans la moindre critique une plate-forme politique avec n'importe quel autre représentant de ces partis bourgeois de gauche que sont le MRC de Chevènement, le MARS ou la Gauche républicaine, sur la base de l'« antilibéralisme » ou l'opposition à la « Constitution européenne ». L'« antilibéralisme » des chevènementistes c'est en réalité une politique économique davantage interventionniste de la part de l'Etat bourgeois, pour aider les firmes françaises contre leurs rivales étrangères. Et ce que la LCR a à proposer n'est pas tellement différent : loin de parler de pouvoir prolétarien, son ambition n'est que de revenir au *capitalisme* d'antan, celui de l'Etat-providence, c'est-à-dire au capitalisme d'une époque où l'existence de l'Etat ouvrier dégénéré soviétique forçait les bourgeoisies européennes à faire des concessions à la classe ouvrière. Cette époque est définitivement révolue depuis la contre-révolution capitaliste en URSS. (La LCR a d'ailleurs fait tout ce qu'elle a pu pour soutenir cette contre-révolution, en participant activement à la campagne antisoviétique de Mitterrand et Reagan, et en applaudissant l'arrivée au pouvoir d'Eltsine, entre autres.) Pour préserver leurs acquis, reprendre ceux qu'ils ont perdu et en gagner de nouveaux dans la lutte, les ouvriers devront chasser les bureaucrates et dirigeants soi-disant socialistes et « 100% à gauche » qui cherchent à les lier à la bourgeoisie et qui sèment l'illusion qu'on peut aménager le capitalisme pour qu'il soit « social ».

## Le PS et l'« immigration concertée »

Aujourd'hui le PS fait du cinéma parlementaire contre la loi raciste de Sarkozy. Mais il y a un an (*le Bolchévik* n° 172, juin 2005) nous mettions déjà en garde contre les projets du PS lui-même sur l'immigration :

« Le véritable programme du prochain front populaire sur l'immigration est en cours d'élaboration au PS, et c'est Malek Boutih, ex-dirigeant de SOS-Racisme, qui l'a rédigé. Il y a là-dedans tout ce dont rêve Sarkozy et même plus, y compris les quotas par pays, l'abrogation du regroupement familial, l'interdiction de la double nationalité, la prestation de serment au respect des lois de la République, etc. (*le Figaro Magazine*,

13 mai). L'hebdomadaire fasciste *National Hebdo* en a félicité Boutih ! Donc, même si le PS n'a pas endossé officiellement le rapport Boutih pour le moment, ça promet pour un éventuel gouvernement de front populaire avec le PS. »

Les propositions politiques du PS aujourd'hui concernant l'immigration ne se distinguent, sur le fond, guère de la droite, et ses critiques de Sarkozy n'ont aucun contenu. Le député PS Bernard Roman a reproché au projet Sarkozy d'être inefficace, « parce qu'il provoquera mécaniquement une augmentation de l'immigration clandestine en France » (*le Monde*, 3 mai). C'est à qui du PS ou de l'UMP pourra mieux stopper l'immigration. Roman a rivalisé de chauvinisme avec Sarkozy, déclarant « Ce projet de loi est une honte pour la République française » (*le Figaro*, 3 mai) et « porte atteinte aux valeurs de la France » (*le Monde*, 3 mai).

D'après *le Monde* (25 avril) le PS propose une « immigration régulée » et « concertée » avec les pays d'origine, une proposition marquée par « le sens des responsabilités » (vis-à-vis de la bourgeoisie française raciste), et qui en fait est un compromis interne au PS basé sur le projet Boutih. L'immigration concertée cela veut dire dans les faits une politique de quotas concertée avec les pays d'origine. Sarkozy veut imposer l'apprentissage du français, le PS propose une formation avec « notions de langue, informations civiques et

sociales, voire préformation professionnelle effectuée sous la responsabilité et avec le financement des entreprises concernées, ou de leur syndicat professionnel ». Autrement dit, entre les projets de l'UMP et ceux du PS c'est du pareil au même, c'est juste que le PS emballe mieux son affaire avec de petits rubans roses.

Pendant ce temps-là le PCF de Buffet déclare qu'il ne veut pas rééditer l'expérience du front populaire de... Buffet-Jospin. A la mairie de Saint-Denis les parrainages de sans-papiers ont repris. Mais en fait le député PCF de Saint-Denis, Patrick Braouezec, « a fait adopter en commission des lois un amendement [...] en vue d'autoriser un étranger invité à quitter le territoire français à solliciter un dispositif d'aide au retour » (*le Figaro*, 2 mai). C'est typique de réformistes se proposant d'« améliorer » la loi Sarkozy pour rendre plus acceptables les expulsions. Et la LCR leur sert de couverture sur leur gauche, suggérant qu'un gouvernement capitaliste géré par le PCF, la LCR et Bové etc. pourrait aussi marcher dans l'intérêt des masses. Il faut se débarrasser non seulement de Chirac et Sarkozy mais aussi de tous ces dirigeants traîtres de la classe ouvrière qui n'aspirent qu'à administrer le capitalisme. Pour un parti ouvrier révolutionnaire authentiquement bolchévique ! ■

## Bolivie...

Suite de la page 6

de la vision nationaliste petite-bourgeoise des dirigeants des protestations, mais aussi de la dégradation matérielle et de l'atomisation qu'a subies la classe ouvrière elle-même depuis les années 1980. Une des raisons pour lesquelles la bourgeoisie a fermé les mines était d'ailleurs qu'elle voulait se débarrasser de milliers de mineurs, qui faisaient partie des ouvriers d'Amérique latine avec le niveau de conscience de classe le plus élevé.

Le changement dans la composition sociale des récentes protestations a été remarqué par beaucoup de témoins, y compris par des apologistes des « mouvements sociaux » boliviens. Ainsi, dans un article mis en ligne sur le site web de l'organisation réformiste Left Turn et intitulé « El Alto : épice de la nouvelle résistance bolivienne » (19 janvier 2005), Jim Straub écrit :

« Les "réformes" économiques du FMI et de la Banque mondiale ont liquidé des secteurs entiers de l'économie bolivienne - les mines, les usines et le secteur public - qui employaient une masse de révolutionnaires organisés [...].

« Empêchés de gagner leur vie dans des secteurs comme les mines ou les services publics, les Boliviens au chômage ont gravité vers les quelques industries où se présentaient des opportunités économiques, le secteur informel - qui signifie essentiellement le marché noir massif et les vendeurs de rue qui dominent aujourd'hui l'Amérique latine - et la culture de la coca [...].

« Là où jadis les mineurs et les ouvriers d'usine armés faisaient tomber les gouvernements, ce sont des associations indigènes de travailleurs du secteur informel et des planteurs de coca combattifs qui, au cours de l'année qui vient de s'écouler, ont contraint le président corrompu Sánchez Lozada à démissionner et à fuir le pays. »

## La révolution permanente et la Bolivie

Dans les pays au développement inégal et combiné, la faiblesse de la bourgeoisie nationale et sa dépendance envers

l'impérialisme la rendent incapable d'arracher les acquis apportés par la Révolution française et les autres révolutions bourgeoises classiques, et qui ont jeté les bases de la modernisation économique et de la création d'une société industrielle. Comme l'écrivait Trotsky dans *la Révolution permanente* (1931) :

« Pour les pays à développement bourgeois retardataire et, en particulier pour les pays coloniaux et semi-coloniaux, la théorie de la révolution permanente signifie que la solution véritable et complète de leurs tâches démocratiques et de libération nationale ne peut être que la dictature du prolétariat, qui prend la tête de la nation opprimée, avant tout de ses masses paysannes. »

En expliquant la perspective de la révolution permanente, Trotsky insistait que « La conquête du pouvoir par le prolétariat ne met pas un terme à la révolution, elle ne fait que l'inaugurer. La construction socialiste n'est concevable que sur la base de la lutte de classe à l'échelle nationale et internationale. » La Révolution russe de 1917 avait brisé l'impérialisme à son « maillon faible », un pays arriéré, majoritairement paysan. Généralisant à partir de cette expérience, Trotsky insistait qu'un ordre socialiste, qui apporterait l'abondance matérielle pour tous, ne pouvait pas être construit dans les limites d'un seul Etat. Au bout du compte, le système capitaliste devrait être détruit à ses points les plus forts, les Etats industriels avancés. Les prolétaires des pays les plus arriérés devaient être liés à leurs frères et sœurs de classe d'Occident au moyen d'un parti révolutionnaire international.

La lutte des masses laborieuses boliviennes a été une confirmation par la négative de la perspective de la révolution permanente. En 1952, en 1970-1971 et encore une fois en 1985, le prolétariat, avec les mineurs d'étain en première ligne, a mené des actions puissantes, jusques et y compris une insurrection ouverte. Mais ces luttes ont été trahies par les dirigeants ouvriers qui ont enchaîné le prolétariat à l'ennemi de classe en prêchant la nécessité de s'allier à une bourgeoisie soi-disant « anti-impérialiste ». Les gouverne-

ments de coalition (fronts populaires) auxquels les dirigeants ouvriers traîtres ont participé aux côtés des nationalistes bourgeois ont consolidé les forces de la réaction capitaliste, conduisant encore et toujours à des coups d'Etat militaires et à des régimes bonapartistes.

Si les luttes du passé ont été vaincues par les trahisons des directions ouvrières, la dévastation matérielle de la Bolivie – en particulier la fermeture des mines d'étain et de la plus grande partie de l'industrie – soulève une autre question. La capacité du prolétariat de renverser le capitalisme a été qualitativement diminuée. Si on considère seulement le rapport des forces à l'intérieur même de la Bolivie, cette période n'augure rien de bon pour la lutte contre l'impérialisme et ses agents bourgeois locaux. Comme Trotsky le soulignait dans *la Révolution permanente* :

« Dans les conditions de l'époque impérialiste, la révolution démocratique nationale ne peut être victorieuse que si les rapports sociaux et politiques d'un pays sont mûrs pour porter au pouvoir le prolétariat en qualité de chef des masses populaires. Et si les choses n'en sont pas encore arrivées à ce point ? Alors la lutte pour la libération nationale n'aboutira qu'à des résultats incomplets, dirigés contre les masses travailleuses. »

Les militants radicalisés par les ravages de l'impérialisme et du capitalisme en Bolivie doivent comprendre la nécessité de lier les luttes des masses boliviennes à celles des pays voisins comme le Brésil, le Chili et l'Argentine, où existent des concentrations plus viables de prolétariat, ainsi qu'aux luttes de la classe ouvrière nord-américaine. Cette perspective d'internationalisme prolétarien fait cruellement défaut chez les pseudo-marxistes qui se sont enthousiasmés pour les protestations récentes et leur direction petite-bourgeoise et nationaliste bourgeoise.

Aux Etats-Unis, un exemple typique est fourni par les réformistes de l'International Socialist Organization (ISO), qui a applaudi la démission de Mesa dans un article de *Socialist Worker* (17 juin 2005) intitulé « Victoire en Bolivie ! », et qui s'exclamait : « Bien que la lutte pour la nationalisation du pétrole et du gaz ne soit pas encore tranchée, les mouvements sociaux ont porté un coup puissant à l'oligarchie bolivienne et à l'impérialisme US. »

Parmi ceux qui expriment un enthousiasme béat devant le



AP  
Août 2003 : 12 000 ouvriers brésiliens de l'automobile manifestent contre des menaces de suppressions d'emplois à l'usine Volkswagen près de São Paulo.

souèvement de 2005 figure l'Internationalist Group (IG), dont les membres fondateurs avaient quitté la Ligue communiste internationale au milieu des années 1990 du fait de leur appétit irrésistible à acclamer des forces éloignées de la classe ouvrière. Dans le numéro de décembre 2005 de son journal *Internationalist*, l'IG pointait sur nous un doigt accusateur, et nous admonestait en ces termes :

« Pour sa part, la tendance spartaciste, aujourd'hui centriste, est tombée encore plus bas, au moment où ses camarades mexicains nous dénoncent aujourd'hui pour avoir appelé à des soviets lors des événements de mai-juin en Bolivie, en prétendant que c'est impossible car d'après elle il n'y a "pas de classe ouvrière aujourd'hui en Bolivie" (ne parlons pas des milliers d'usines rien que dans la ville d'El Alto). Autrement dit, ces pseudo-trotskyistes croient qu'une révolution socialiste est impossible en Bolivie. »

Bien que l'IG évoque les « milliers d'usines rien que dans la ville d'El Alto », celles-ci ne sont pour la plupart pas des « usines » au sens habituel du mot, mais de petits ateliers textiles, souvent possédés et gérés par une famille. Comme l'explique Straub, ce sont « des gens sans travail régulier, sans représentation syndicale, sans même un patron contre qui lutter ». Ceci s'ajoutant au chômage de masse qui sévit à El Alto.

Dans un article de *CounterPunch* (14 octobre 2005), Raúl Zibechi écrit :

« Pour ce qui est des emplois, El Alto est caractérisé par le travail indépendant. 70 % des actifs travaillent dans des entreprises familiales (50 %) ou des secteurs semi-formels (20 %). Ces emplois sont pour la plupart dans la vente et la restauration (95 % des actifs), suivis par le bâtiment et l'industrie manufacturière. »

Ce qu'on présente souvent comme des « syndicats » sont en fait des groupements d'artisans et d'auto-employés. Il en est ainsi du Centre ouvrier régional (COR) qui a été une composante majeure des protestations d'El Alto. Notant l'émergence dans les années 1970 de fédérations syndicales de marchands et d'artisans avec « une forte identité ouvrière territoriale », Zibechi écrit : « Sont ainsi apparus des syndicats et des organisations d'artisans et de vendeurs, de boulangers et de bouchers, qui en 1988 ont créé le COR, maintenant rejoints par les bars de quartier, les auberges, et les employés municipaux. Ces groupes sont principalement composés de propriétaires de petites affaires et de tra-

**ABONNEZ-VOUS !**

**LE BOLCHEVIK** 

3 euros pour 4 numéros (1 an) plus *Spartacist*

Hors Europe : 4,50 euros (avion 6 euros)

Etranger : mandat poste international

Canada : 5 \$Cdn

Nom \_\_\_\_\_ Tél \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_ CP \_\_\_\_\_

Ville \_\_\_\_\_ Pays \_\_\_\_\_

Chèques à l'ordre de la SEDI

Ecrire au *Bolchévik*, B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Canada : SCPA, C.P. 6867 succursale A, Toronto,  
Ontario M5W 1X6, Canada



MNR



Reuters

A gauche : des mineurs boliviens armés en 1952. Le front populaire dirigé par Victor Paz Estenssoro a fait dérailler la révolution ouvrière. A droite : les mineurs portent Paz Estenssoro en triomphe lors de sa visite à la mine de Catavi en 1959.

vailleurs indépendants, un secteur social qui dans d'autres pays n'est habituellement pas organisé. »

A lire les récits haletants des événements boliviens écrits par l'IG (réunis sur son site web sous le titre grandiloquent « Bolivie : batailles de classe dans les Andes »), on ne saurait jamais que quelque chose a changé dans le monde au cours des 20 dernières années, que ce soit en Bolivie ou ailleurs. L'IG nie l'impact de la destruction contre-révolutionnaire de l'Union soviétique, et la régression dans la conscience prolétarienne dans le monde entier qui a accompagné cette défaite. Leur objectif est d'enjoliver la réalité existante dans l'espoir de faire passer comme « révolutionnaires » les forces de classe étrangères à la classe ouvrière que l'IG caresse dans le sens du poil – qu'il s'agisse de liquidateurs staliniens usés de RDA, l'ex-Etat ouvrier déformé est-allemand, d'opportunistes syndicaux au Brésil ou autres types du même acabit (voir « Le "groupe" de Norden : Une défection inavouée du trotskysme » disponible auprès de la Ligue trotskyste).

L'IG est passé maître dans l'art de nier la réalité. Il peut inventer de toutes pièces une section fraternelle totalement bidon en Ukraine (voir « La stupidité du village Potemkine de l'IG, la preuve par l'absurde », *Workers Vanguard* n° 828, 11 juin 2004). Il peut inventer un prolétariat là où celui-ci existe à peine, tout en ignorant de puissantes concentrations de la classe ouvrière. Ainsi, il est intéressant de noter que si l'IG a écrit des tas d'articles sur la Bolivie (pas moins de sept rien que dans le numéro d'été 2005 de son journal), il a quasiment ignoré l'Extrême-Orient – Chine, Japon et Corée –, qui est devenu un des bastions industriels du monde.

### La révolution de 1952

En 1952, la classe ouvrière bolivienne, avec à sa tête les mineurs d'étain organisés dans le syndicat FSTMB, a été à l'avant-garde d'un mouvement qui offrait une occasion prometteuse de révolution ouvrière. En avril de cette année-là, une tentative de coup d'Etat avait été le détonateur d'une insurrection au cours de laquelle les ouvriers armés avaient mis l'armée en déroute. Une puissante fédération syndicale, la Central Obrera Boliviana (COB), était alors constituée et devenait la principale autorité non seulement pour le mouvement ouvrier

organisé, mais aussi pour une grande partie de la paysannerie et de la petite bourgeoisie urbaine. Tandis que les mineurs réclamaient le contrôle ouvrier des mines d'étain nouvellement nationalisées, et que les paysans anticipaient les promesses de réforme agraire en occupant les domaines des grands propriétaires, le chef de la COB, Juan Lechín, rejoignait le gouvernement bourgeois du Mouvement nationaliste révolutionnaire (MNR) de Víctor Paz Estenssoro. Lechín et les autres « ministres ouvriers » devenaient ainsi les instruments de la bourgeoisie pour subordonner les masses en lutte au régime capitaliste.

A l'époque, le POR (Parti ouvrier révolutionnaire), une organisation pseudo-trotskyiste, jouissait d'une réelle influence à la direction de la COB. Il était dirigé par Guillermo Lora, qui devait se rendre tristement célèbre pour son menchévisme national et son mépris pour tout ce qui se passait à l'extérieur des frontières de la Bolivie – il proclamait ainsi que « La Bolivie est l'expérience la plus riche du trotskysme mondial ». Lora démontra son dédain pour les leçons de la Révolution russe, notamment sur l'indépendance politique de la classe ouvrière. Le POR avait soutenu l'entrée de Lechín dans le gouvernement bourgeois en affirmant qu'il « soutient la fraction de gauche du nouveau cabi-

**Vient de paraître**

**Spartacist**  
édition anglaise  
n° 59

(printemps 2006)

**1,50 euro**

---

Compris dans l'abonnement à  
**Workers Vanguard**  
journal de la Spartacist  
League/U.S. (en anglais)  
(15 euros pour 22 numéros,  
comprenant également *Black History*  
and the *Class Struggle*)

Commande à l'adresse du *Bolchévik*

net », et appelé Paz Estenssoro à « réaliser les espoirs des travailleurs en organisant un cabinet composé exclusivement d'hommes de la gauche de son parti [bourgeois !] » Au contraire, en 1917 les bolchéviques avaient refusé d'accorder le moindre soutien au gouvernement bourgeois de Kerensky, dénoncé les menchéviques et socialistes-révolutionnaires, traîtres à la classe ouvrière, qui avaient rejoint le gouvernement, et conduit les travailleurs à renverser le régime bourgeois par une révolution prolétarienne (voir « Révolution et contre-révolution en Bolivie », *Spartacist* [édition anglaise] n° 40, été 1987).

La nationalisation des mines d'étain, ainsi qu'une modeste réforme agraire, faisaient partie des concessions accordées par la bourgeoisie bolivienne en 1952 afin de désamorcer la révolution. Mais comme les événements ultérieurs devaient le démontrer, de telles réformes sont éminemment réversibles. Et de fait, la menace de révolution sociale s'éloignant, les capitalistes commencèrent à s'en prendre aux ouvriers. L'armée fut reconstruite avec les dollars et les conseillers militaires américains, sur la base d'un décret cosigné par Lechín. Cette armée devait devenir tristement célèbre par ses massacres de mineurs combattifs. En 1957, le MNR était devenu suffisamment sûr de lui pour inviter les Etats-Unis à prendre le contrôle de l'économie bolivienne avec le « plan triangulaire » d'austérité et d'attaques antisyndicales.

Quand aujourd'hui l'IG se gargarise de la participation des mineurs de la FSTMB dans les protestations, il essaie de tromper le lecteur mal informé pour lui faire croire que ce syndicat est toujours l'avant-garde du prolétariat combattif. Ce ne sont là que des arguties. Entre 1985 et 1987, la société d'Etat des mines d'étain a réduit ses effectifs de 30 000 à 7 000 salariés ; ses activités ont par la suite été privatisées. La bibliothèque du Congrès américain, dans une étude consacrée à la Bolivie, note que « La restructuration du secteur minier nationalisé, et surtout les licenciements en masse, avaient décimé la FSTMB ». La plus grande partie des gens qui aujourd'hui travaillent dans cette industrie sont en fait occupés, avec leurs familles, à retirer les déchets des mines fermées ou à extraire des minéraux des rivières, vendant ce qu'ils trouvent sur le marché noir ou sur le bord des rues. Leur situation atomisée les fait davantage ressembler à des prospecteurs petits-bourgeois qu'à des prolétaires.

La COB, la fédération syndicale historique de 1952, a aussi radicalement changé. Comme le note Herbert S. Klein dans son livre *A Concise History of Bolivia* [Une histoire concise de la Bolivie] (2003), « La base de la gauche radicale a été transformée avec le déclin de la vieille centrale syndicale, la COB, du syndicat des mineurs, la FSTMB, et par l'essor de nouvelles organisations paysannes [...]. Peu après, la CSUTCB [la confédération paysanne] jouait un rôle majeur dans la COB, finissait par prendre le contrôle de sa direction et par réorienter ses revendications vers ces thèmes nouveaux. »

Le fait que le nouveau dirigeant de la Bolivie soit un fermier est une conséquence logique des récentes protestations. Comme sa base sociale, il cultive la coca qui, après l'écroulement du marché de l'étain, est devenue un produit d'exportation clé. En fait, le « syndicat » des cultivateurs de coca a remplacé la FSTMB comme composante la plus importante de la COB !

Les programmes d'éradication des drogues imposés par les Etats-Unis – sous les administrations Démocrates comme Républicaines – ont provoqué la ruine financière des cultivateurs de coca boliviens. Morales cherche à coopérer avec les

Etats-Unis dans l'éradication de la production de cocaïne tout en espérant que Washington l'autorisera à « dépénaliser » la feuille de coca. La coca a de nombreux usages traditionnels. Beaucoup la mâchent parce qu'elle les aide à supporter la faim – ce qui encourage puissamment sa consommation dans le deuxième pays le plus pauvre de l'hémisphère ouest. Mais l'administration Bush, comme on pouvait s'y attendre, est hostile à tout ce qui a un rapport avec la coca. Ceci place Morales dans une position délicate, coincé entre sa base sociale et les impérialistes dont il cherche à s'attirer les bonnes grâces. En tant que marxistes, nous sommes opposés à la « guerre contre la drogue » du gouvernement américain, et nous appelons à la décriminalisation de l'usage des drogues.

## Pour la révolution socialiste dans toutes les Amériques !

De nombreux commentateurs ont prédit que si Morales ne respecte pas ses promesses de campagne, il sautera, comme les deux présidents qui l'ont précédé. C'est peut-être ce qui arrivera. La Bolivie a eu bien près de 200 gouvernements depuis son accession à l'indépendance d'avec l'Espagne en 1825, et tous ont administré l'exploitation économique et la misère. Le fait qu'un président puisse être renversé en grande partie par des actions aussi simples que bloquer les principales routes est révélateur de la faiblesse de la bourgeoisie bolivienne. Dans le contexte d'une effroyable arriération, l'instabilité de la Bolivie rappelle ce que Trotsky, parlant des troubles chroniques que connaissait l'Espagne, appelait les « convulsions chroniques par lesquelles se manifestent la maladie invétérée d'une nation tenue à l'écart du progrès » (« La révolution espagnole et les tâches communistes », 24 janvier 1931).

Confinés à l'intérieur des frontières de la Bolivie, et avec l'absence du prolétariat en tant que force organisée, les soulèvements sociaux qui naissent de l'instabilité du pays ne peuvent aboutir qu'à des variantes du pouvoir capitaliste. La nécessité cruciale, c'est de construire un parti ouvrier révolutionnaire international qui pourra faire le lien entre les luttes des masses boliviennes paupérisées – et en particulier des quelques prolétaires qui existent – et la classe ouvrière puissante qui existe dans les pays d'Amérique latine, aux Etats-Unis et ailleurs. En Amérique latine, un tel parti sera construit en opposition aux nationalistes bourgeois et aux politiciens réformistes de tous poils.

Il sera aussi construit en opposition au chauvinisme qui en Bolivie caractérise depuis longtemps la politique, fût-elle « de gauche ». Dans les années 1970, l'opposition du POR de Guillermo Lora à la dictature d'Hugo Banzer était largement focalisée sur l'accusation qu'il avait bradé la « patrie » au bénéfice du Chili et du Pérou. Le POR accusait aussi Banzer de trahir la « grande tâche nationale » consistant à rétablir l'accès du pays à la mer – un appel implicite à venger la défaite infligée à la Bolivie par le Chili à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. La dernière fois que la Bolivie enclavée a essayé de gagner un « passage vers la mer », le résultat a été la sanglante guerre du Chaco de 1932-1935, au cours de laquelle la Bolivie a affronté le Paraguay pour la possession de la province du Chaco, riche en pétrole, et l'accès à l'Atlantique via le fleuve Paraguay. Avec la Standard Oil qui soutenait la Bolivie et la Shell Oil du côté du Paraguay, la guerre s'était terminée par une défaite pour la Bolivie, et elle avait exacerbé le nationalisme bolivien. La profondeur de l'ancrage des sentiments nationalistes s'est révélée dans les récentes

manifestations des « guerres du gaz », qui abondaient en dénonciations chauvines du « vol » du gaz naturel bolivien par le Chili.

La tâche d'arracher l'Amérique du Sud et l'Amérique centrale à l'arriération et au joug impérialiste incombe au prolétariat de la région. Comme le soulignait Trotsky dans le « Manifeste de la Quatrième Internationale sur la guerre impérialiste et la révolution prolétarienne mondiale » (mai 1940) :

« Le mot d'ordre, dans la lutte contre la violence et les intri-

gues de l'impérialisme mondial et contre la sanglante besogne des cliques indigènes compradore est donc : Etats-Unis soviétiques de l'Amérique centrale et du Sud. [...]

« C'est seulement sous sa propre direction révolutionnaire que le prolétariat des colonies et des semi-colonies pourra réaliser une collaboration invincible avec le prolétariat des métropoles et la classe ouvrière dans son ensemble. C'est seulement cette collaboration qui peut conduire les peuples opprimés à leur émancipation complète et définitive, par le renversement de l'impérialisme dans le monde entier. »

– Traduit de Workers Vanguard n° 868, 14 avril

## Meeting Mumia...

Suite de la page 24

aussi partie du combat qui continue contre la peine de mort raciste aux Etats-Unis, héritage de l'esclavage des Noirs.

Le meeting a commencé par la projection d'un film du PDC retraçant la vie de Mumia Abu-Jamal. Ce film montre que le FBI l'avait dans le collimateur et cherchait à monter une machination contre lui pour des raisons purement politiques. Le FBI le surveillait en permanence depuis l'âge de 14 ou 15 ans. L'Etat savait très bien que c'était un militant, d'abord au lycée puis en tant que jeune Black Panther montrant une éloquence remarquable dans son combat pour la justice et la libération des Noirs. Lorsque plus tard en 1978 à Philadelphie, l'organisation principalement noire MOVE a été persécutée par la police, et ses locaux assiégés par les flics pendant un an, Mumia, qui était devenu un journaliste renommé, surnommé « la voix des sans voix » pour sa courageuse défense des opprimés, a pris la défense de MOVE ; il a fait usage de tous ses talents de journaliste pour dénoncer la répression brutale de l'Etat contre MOVE. C'en était trop pour la police et la « justice » de Philadelphie. Au petit matin du 9 décembre 1981, alors qu'il conduisait son taxi, Mumia est tombé sur un échange de coups de feu et, voyant là son propre frère, il s'est arrêté pour l'aider. Les flics et la « justice » de Philadelphie ont saisi à ce moment-là l'occasion de se débarrasser de lui ; ils ont monté une machination contre lui en l'accusant d'avoir tué le policier qui avait trouvé la mort. Il a eu une parodie de procès ; personne à l'époque ne croyait qu'il pourrait être condamné. Les témoins se sont fait terroriser jusqu'à ce qu'ils produisent des témoignages concordant avec la version de la police, les preuves ont été truquées, les Noirs éliminés du jury, et le passé politique de Jamal utilisé abusivement pour « prouver » la préméditation et le faire condamner à mort. Quelques années plus tard le procureur au procès, un certain Joseph McGill, a déclaré : « Dans les cercles judiciaires on a considéré la condamnation de Jamal comme un miracle. »

Dans sa présentation au meeting du CDDs Rachel Wolkenstein a beaucoup insisté sur des faits qui ne sont pas très connus du public et qui ont été établis ces dix dernières années, après que le gouverneur de Pennsylvanie avait signé l'ordre d'exécution et qu'une campagne internationale lancée par le PDC a réussi à arrêter la main du bourreau en obtenant un sursis à l'exécution en 1995. Elle a raconté comment au printemps 1999 elle a interrogé quelqu'un du nom d'Arnold Beverly, qui a admis et témoigné sous serment que c'était lui l'auteur du meurtre (dont Mumia était accusé) du flic Daniel Faulkner, et que c'était un contrat commandité par la pègre et la police parce que Faulkner représentait un problème pour celles-ci. Wolkenstein a déclaré :

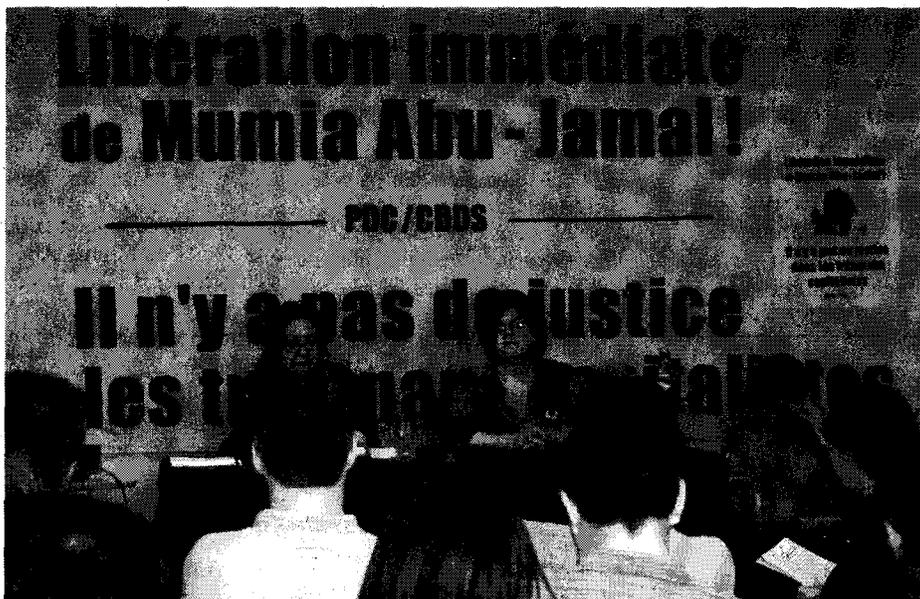
« La preuve de l'innocence de Mumia c'est beaucoup plus que les aveux de Beverly ou que les deux tests au détecteur de mensonge qu'il a passés. C'est aussi la somme des témoignages auparavant contradictoires, les preuves matérielles, les expertises balistiques, etc., qui en fait concordent avec la version que donne Beverly de ce qui s'est passé le 9 décembre 1981. »

Les aveux de Beverly coïncident aussi avec les rapports concernant la corruption rampante dans la police de Philadelphie, y compris dans la chaîne de commandement responsable des poursuites contre Mumia, et concernant les liens entre la pègre et la police. Le policier Faulkner avait en fait été victime d'un règlement de comptes de la mafia parce que, comme le notait Beverly, le tueur à gages, « il posait des problèmes à la pègre et aux policiers ripous parce qu'il interférait avec les pots-de-vin donnés pour fermer les yeux sur des activités illégales comprenant la prostitution, le jeu et la drogue dans la zone du centre ville ».

Rachel Wolkenstein a aussi raconté comment elle avait dû quitter l'équipe d'avocats de Mumia parce que les autres avocats à l'époque, Len Weinglass et Dan Williams, avaient refusé de se servir des aveux de Beverly pour défendre Mumia, prétendant qu'il était par trop incroyable que la police et la justice puissent monter de tels coups contre un innocent. « C'est un programme politique de réformisme et d'illusions dans l'Etat, de confiance dans les tribunaux, qui a conduit ces deux avocats de la défense à rejeter les preuves de l'innocence de leur propre client et des machinations policières contre lui », a-t-elle déclaré. « C'était pourtant de solides arguments de défense recevables dans le cadre de la loi bourgeoise. Mais ils les ont dédaignés parce que cela ne cadrerait pas avec leurs objectifs politiques. » Mumia a congédié ces deux avocats quelques mois plus tard lorsque Dan Williams a publié un livre argumentant que l'innocence de Mumia était en fait douteuse et que ce qui comptait le plus c'était s'il avait eu un procès impartial ou pas ! Cet épisode montre avec force combien la confiance dans la justice bourgeoise et la préoccupation des représentants libéraux de la bourgeoisie pour rendre le cas de Mumia « acceptable » peut saboter purement et simplement la défense de Mumia et la lutte pour lui sauver la vie.

Rachel Wolkenstein a expliqué lors du meeting :

« Ce dont nous avons besoin pour nous battre pour Mumia et pour nous-mêmes c'est, pour commencer, d'avoir une compréhension de l'Etat capitaliste et de ses institutions légales. C'est de comprendre que l'Etat est une machine pour l'oppression d'une classe par une autre. C'est une machine répressive – l'armée, les flics et les tribunaux sont tous là pour défendre la domination de classe et les profits des capitalistes contre ceux dont ils exploitent le travail. Ils sont là pour empêcher ceux qui créent les richesses dans cette société de se les approprier, et pour maintenir au pouvoir ceux qui récupèrent les profits. L'Etat capitaliste, ses flics et ses tribunaux ne sont



Le Bolchévik



Jennifer Beach

Meeting du CDD à Paris le 6 mai pour la libération de Mumia. A droite: Mumia Abu-Jamal.

pas au service de la société dans son ensemble. Et la réalité de l'exploitation de classe en Amérique est camouflée par de grands mots comme la "démocratie", et par les divisions raciales et ethniques de la classe ouvrière.

« Aussi il est vraiment important de comprendre que la loi est en dernier ressort l'ensemble des règles gouvernant la défense de la propriété privée et des divers rapports sociaux qui en découlent. Les tribunaux, tout comme les procureurs et la police, font partie du système capitaliste, et c'est pourquoi il ne peut y avoir de véritable justice dans les tribunaux capitalistes – il y a un parti pris de classe et de race... L'oppression des Noirs, la ségrégation des masses noires en bas de l'échelle de la société, fait intrinsèquement partie de la domination capitaliste aux USA. Et cela nous ramène à nouveau à la lutte pour libérer Mumia. »

Wolkenstein a aussi parlé du fait que c'est parce que la gauche réformiste prêchait la confiance dans la justice bourgeoise, que le mouvement qui avait réussi à empêcher l'exécution de Mumia en 1995 a été démobilisé. A notre demande de libération de Mumia les réformistes ont volontairement opposé la demande d'un nouveau procès. Elle disait :

« C'est précisément au moment où de plus en plus de preuves apparaissent de la conspiration contre Mumia et de son innocence, que nos opposants politiques ont décidé consciemment, de façon délibérée, de demander un nouveau procès, ce qui pour eux était une manière d'alimenter les illusions dans les tribunaux et de créer un obstacle à la compréhension qu'il faut une défense lutte de classe pour avancer. »

En introduction à ce meeting, Myriam Benoît, représentante du CDD, avait fait un bref historique du Partisan Defense Committee (PDC) et du CDD. Le PDC est l'organisation de défense qui s'est initialement, en 1987, saisie du cas de Mumia Abu-Jamal et qui s'est efforcée de le faire connaître le plus largement possible et en particulier auprès des organisations ouvrières et syndicales. Le PDC s'inscrit dans la tradition du Secours rouge international (créé en 1922 par l'Internationale communiste à Moscou à la suite de la victoire de la révolution ouvrière d'octobre 1917) et de sa section américaine, l'International Labor Defense des années 1920, dirigée par le marxiste James P. Cannon qui disait, à propos de la campagne de défense pour les deux anarchistes Sacco et Vanzetti, victimes d'une machination policière :

« Notre politique c'est la politique de la lutte de classe. Son

centre de gravité se trouve dans les mouvements de protestation des travailleurs en Amérique et dans le monde. Nous mettons toute notre confiance dans la puissance des masses et aucune confiance dans la justice des tribunaux. Nous avons recours à tous les moyens légaux, mais surtout nous appelons à l'agitation, à la propagande; à des manifestations – à des manifestations organisées au niveau national et international. Nous appelons à l'unité et à la solidarité de tous les travailleurs sur cette question brûlante, quelles que soient les divergences de vues sur d'autres questions. »

Myriam Benoît a aussi rappelé que le PDC n'est pas seulement connu pour défendre Mumia, mais aussi pour son travail pour faire connaître et lutter pour de nombreux autres cas « d'injustice » bourgeoise dans le monde, en défense de personnes faisant l'objet de persécutions politiques parce qu'elles défendent les intérêts du mouvement ouvrier contre ceux de la classe dirigeante capitaliste. Elle a parlé de la lutte pour des militants de gauche chiliens dans les années 1970, ainsi que d'autres anciens Black Panthers qui, comme Mumia, ont été la cible du FBI et de son programme de provocations COINTELPRO, notamment Geronimo Pratt. En 1984-1985, le PDC a collecté plus de 20 000 dollars parmi les travailleurs à travers le monde pour soutenir les mineurs britanniques, en grève contre la fermeture des puits de charbon en Grande-Bretagne et la tentative de Margaret Thatcher de casser le syndicat des mineurs, qui à l'époque était le plus puissant bastion de la classe ouvrière britannique.

Myriam Benoît a aussi mis en exergue notre campagne de collecte internationale en 1989 pour aider les victimes civiles de Jalalabad en Afghanistan, qui résistaient courageusement, avec l'énergie du désespoir, aux fondamentalistes islamistes armés par les impérialistes. C'était au moment où les troupes soviétiques venaient de se retirer d'Afghanistan et d'abandonner criminellement cette ville assiégée, et notamment les femmes, aux islamistes fanatiques. C'est cette campagne internationale à l'initiative du PDC qui a conduit à la mise en place d'autres organisations fraternelles de défense dans le monde, y compris le CDD en France. Dix ans plus tard, pendant la guerre des Balkans de 1999, le PDC et le CDD ont montré leur solidarité avec les ouvriers des Balkans en collectant de l'argent pour les ouvriers de l'usine automobile de Zastava en Serbie bombardée par les Etats-Unis avec le

soutien du gouvernement français de Jospin-Buffet. Le PDC a aussi mis en place, dans la tradition de l'International Labor Defense, un programme de soutien financier aux prisonniers de la lutte de classe, avec un versement mensuel de solidarité pour ceux qui n'ont pas d'autre ressource.

Dans la discussion qui a suivi lors du meeting, une militante de la LTF, faisant référence aux illusions que sème la gauche américaine dans la justice bourgeoise, et dont parlait Wolkenstein, a fait remarquer que ces mêmes illusions sont répandues en France également. Elles s'expriment constamment dans des appels à un nouveau procès équitable lancés par des organisations comme le PCF, la LCR et LO. Elle disait que leur confiance que Mumia obtiendra un nouveau procès équitable les mène logiquement à ne pas mobiliser leurs propres forces, et encore moins la classe ouvrière (où le PC conserve une influence considérable) pour faire connaître son cas dans cette situation d'urgence où le sort de Mumia risque d'être scellé sous peu de façon définitive. Elle a comparé cette attitude aux illusions dans « une nouvelle gauche plurielle, une coalition de front populaire de partis ouvriers avec des formations bourgeois. C'est un mensonge et c'est dangereux de dire qu'un tel gouvernement capitaliste pourrait cette fois-ci agir dans l'intérêt de la classe ouvrière et des plus vulnérables, les jeunes d'origine immigrée, les sans-papiers, etc. »

Des rapprochements avec d'autres situations ont été faits, y compris les procès d'Outreau I et II qui ont montré avec force la nature de l'« injustice » bourgeoise ici, ainsi que la répression féroce qui a lieu actuellement contre les manifestants anti-CPE et précédemment contre les jeunes de la

révolte des banlieues de l'automne dernier. Un jeune militant syndical de SUD Rail est intervenu pour lire une déclaration de sa section syndicale en défense de Mumia et d'autres prisonniers politiques aux USA :

« Tous les cheminots parisiens ne connaissent pas Mumia Abu-Jamal. C'est pourquoi, nous, agents SNCF des services commerciaux (guichets), de l'Equipement et de la traction, profitons de cette initiative pour nous engager à faire connaître les prisonniers politiques et le cas de Mumia Abu-Jamal à travers nos tournées sur les chantiers, sur nos gares et lieux de travail. »

Il a parlé également de la nécessité de mobiliser contre la répression visant les jeunes et les syndicalistes persécutés en France, en parlant spécifiquement des poursuites après la mobilisation anti-CPE, y compris contre les jeunes de banlieue stigmatisés comme « casseurs ». A la fin du meeting Rachel Wolkenstein en a profité pour souligner une fois encore :

« Pour gagner dans le cas de Mumia, pour libérer Mumia, il faut commencer par comprendre que l'ennemi de classe ne s'arrêtera devant rien - en utilisant les mensonges et la terreur -, ni dans la rue ni dans les tribunaux [...]. Pour gagner il faut comprendre que la force pour lutter et gagner repose sur la lutte de classe, sur une défense lutte de classe, en mobilisant le prolétariat multiracial, multiethnique, indépendamment des politiciens bourgeois, en chassant les dirigeants traîtres des syndicats, pour qu'il puisse mener la lutte pour ses propres intérêts économiques et sociaux. La lutte pour Mumia c'est la lutte pour la libération des Noirs, pour notre libération à tous ; elle fait partie de la lutte pour la révolution socialiste. »

## Prenez part à la campagne pour la libération de Mumia !

### Il faut de l'argent pour payer la défense !

Envoyez vos dons à « MRAP solidarité Mumia »,  
43 boulevard Magenta, 75010 Paris

**Organisez des protestations !** Faites adopter des motions dans votre syndicat, sur votre fac ou dans votre association. Faites que votre syndicat ou votre organisation envoie un don et prenne part aux rassemblements et protestations pour Mumia. Faites connaître son cas dans le journal de votre syndicat ou de votre association.

**Faites circuler l'information !** Prenez contact avec le Comité de défense sociale (CDDS) pour obtenir des paquets de notre tract de 4 pages *Mumia est innocent : Libérez Mumia Abu-Jamal ! Abolition de la peine de mort raciste !* (2 euros pour 25 exemplaires)

Demandez la brochure en anglais (80 cents l'exemplaire) du Partisan Defense Committee (PDC). Cette brochure de 32 pages contient les preuves explosives qui démolissent totalement la machination de l'Etat depuis vingt ans contre ce combattant éloquent pour la libération noire.

Demandez le badge « Free Mumia Abu-Jamal ! Abolish the Racist Death Penalty ! » (1 euro pièce). Commandez la vidéo du PDC « Du couloir de la mort, ici parle Mumia Abu-Jamal » (10 euros le DVD, 15 euros la vidéo). Pour toute commande, chèques à l'ordre du Comité de défense sociale.

### Comité de défense sociale (CDDS)

MBE 168, 108 rue Damrémont, 75018 Paris Tél. : 01 42 08 01 49

Le CDDS est une organisation de défense légale et sociale, non sectaire, se basant sur la lutte de classe et prenant fait et cause pour les intérêts de tous les travailleurs. Cet objectif est en accord avec les conceptions politiques de la Ligue trotskyste de France, section française de la Ligue communiste internationale. Le CDDS est le pendant en France du PDC américain, et la LTF de la Spartacist League/U.S.



## Rue Mumia Abu-Jamal...

Suite de la page 24

accélérée » par la Cour d'appel fédérale (troisième circuit) et, dans les mois qui viennent, pourraient être prises des décisions mettant sa vie en jeu. Mumia Abu-Jamal a été victime d'une machination policière qui l'a envoyé dans le couloir de la mort. Il était faussement accusé d'avoir tué Daniel Faulkner, un agent de police de Philadelphie, en 1981. Les tribunaux ont, l'un après l'autre, mis en lambeaux leur propre jurisprudence, entérinant le fait que les droits de Mumia ont été totalement piétinés lors d'un simulacre de procès en 1982. Les tribunaux ont écarté la preuve de l'innocence de Mumia, y compris les *aveux sous serment* d'Arnold Beverly où celui-ci disait que c'était lui, pas Mumia, qui avait tiré sur Faulkner et l'avait tué. En fait, dans la série d'audiences en cours, Mumia a été empêché de présenter les preuves qu'il n'avait rien à voir avec le meurtre de Faulkner. Le dossier d'introduction de Mumia, qui doit être rendu le 13 juillet, a été limité par les tribunaux à trois questions : la sélection du jury sur une base raciste par le procureur qui a éliminé les Noirs lors du procès de Mumia en 1982 ; la plaidoirie finale préjudiciable du procureur, où il a déclaré que le jury devait condamner Mumia parce qu'il obtiendrait « appel après appel » ; et les audiences grossièrement tendancieuses postérieures à la condamnation, devant le juge Albert Sabo, le roi de la peine de mort, qui avait présidé le procès initial.

Mumia a donné une interview à *l'Humanité* (25 avril), où il a déclaré à propos des audiences en cours : « J'ai très peu d'espoir en une décision favorable de la cour fédérale qui a accepté de prendre en compte trois points des requêtes déposées en appel par mes avocats. » Comme le soulignait Wolkenstein dans son discours : « Nous devons placer toute notre confiance dans la puissance des masses. C'est cette puissance, basée sur le pouvoir de la classe ouvrière de stopper le fonctionnement de ce système, qui peut libérer Mumia, maintenant. Les tribunaux ne rendront justice à Mumia que s'ils sont confrontés à la détermination de cette puissance. »

Rachel Wolkenstein, avocate du Partisan Defense Committee et anciennement membre de l'équipe d'avocats de Mumia, avait été invitée à s'adresser au rassemblement de Saint-Denis afin de parler des aveux de Beverly, et d'autres preuves qui documentent l'innocence de Mumia (voir plus bas).

Parmi les autres personnes qui intervenaient à la cérémonie de Saint-Denis se trouvaient Robert Bryan, l'avocat de Mumia ; Pam Africa et Ramona Africa de l'International Concerned Family and Friends of Mumia Abu-Jamal (ICFFMAJ) ; Julia Wright, la fille de l'écrivain Richard Wright et coordinatrice en France du Comité de soutien international à Mumia Abu-Jamal et aux prisonniers politiques (COSIMAPP), et Leslie Jones de Youth for Mumia et du ICFFMAJ. Il y avait aussi nos camarades de la Ligue trotskyste de France, section de la Ligue communiste inter-

nationale, qui depuis des années joue un rôle pour présenter le cas de Mumia à des forces plus grandes en France. Mumia a envoyé un message de remerciement et de solidarité au rassemblement.

Ramona Africa, qui a passé sept ans en prison pour le « crime » d'être la seule adulte ayant survécu au bombardement par le gouvernement de l'organisation MOVE à Philadelphie en 1985, a parlé avec éloquence de la vendetta du gouvernement contre MOVE et Mumia : « Le gouvernement a assassiné ma famille, mais personne n'est allé en prison pour cela à part moi. Personne n'est dans le couloir de la mort pour avoir brûlé vifs des bébés. Mais ils veulent vous convaincre que Mumia est un meurtrier et qu'il faut l'exécuter. Mumia est innocent. »

Il est crucial d'élargir la bataille pour Mumia internationalement. Une semaine avant la cérémonie de Saint-Denis, une délégation française constituée de militants du PCF et de la CGT a participé à une réunion à Philadelphie en défense de Mumia. Au début de l'année le Collectif unitaire national de soutien à Mumia Abu-Jamal, regroupant le PCF, la CGT et d'autres organisations du mouvement ouvrier, des organisations antiracistes et de gauche, a lancé une souscription de 100 000 euros pour la défense de Mumia. Et à Mexico le Premier Mai un camarade de la section mexicaine de la LCI, le Grupo Espartaquista de México, a pris la parole devant un rassemblement de 15 000 personnes soutenu par l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) ; il a appelé les travailleurs et les jeunes Mexicains à se joindre à la campagne pour Mumia.

La clé de la liberté de Mumia se trouve dans la puissance sociale du mouvement ouvrier. Dans sa présentation Wolkenstein a fait allusion au fait que la France a été secouée au printemps par deux mois de protestations massives, mobilisant les étudiants et les travailleurs, et des grèves contre le contrat première embauche détesté. Ce mouvement a contraint le gouvernement à reculer. C'est une puissance sociale de ce genre qu'il faut mobiliser pour la cause de Mumia ! **Libération immédiate de Mumia ! Abolition de la peine de mort raciste !**

*Nous reproduisons ci-après le discours de Rachel Wolkenstein lors de la cérémonie d'inauguration de la rue Mumia Abu-Jamal.*

\* \* \*

Un grand merci à Julia Wright pour m'avoir invitée à parler ici pour exposer la vérité sur la situation légale de Mumia et parler des dangers qui menacent Mumia.

Mon travail dans la lutte pour la libération de Mumia n'a pas commencé quand j'ai rejoint son équipe d'avocats, mais des années auparavant, en 1987, dans le cadre de la lutte du Partisan Defense Committee pour la libération des prisonniers de la guerre de classe, y compris les Neuf de MOVE et Ramona Africa. Notre travail se base sur les principes de la défense non sectaire et lutte de classe, en accord avec les conceptions politiques de la Spartacist League, section américaine de la Ligue communiste internationale. Il y a tout juste une semaine j'ai rendu visite à Mumia dans sa prison de Pennsylvanie et il m'a demandé de parler de son cas quand je viendrais ici.

J'ai fait partie de l'équipe d'avocats de Mumia de 1995 à juin 1999. J'ai été emprisonnée par le juge Sabo, le roi de la peine de mort, pour avoir mis en cause la peine de mort raciste dans son tribunal. J'étais responsable des investigations pour le compte de la défense de Mumia, et j'ai obtenu l'aveu d'Arnold Beverly que c'était lui, et non pas

Visitez le site web de la LCI  
www.icl-fi.org

Mumia, qui avait tiré sur le policier Daniel Faulkner et l'avait tué le 9 décembre 1981. J'ai démissionné de l'équipe d'avocats, de même qu'un autre avocat du Partisan Defense Committee, quand l'avocat principal de Mumia, Leonard Weinglass, et son partenaire Dan Williams ont empêché Mumia de présenter les preuves de son innocence devant les tribunaux.

Dans l'introduction de son premier livre Mumia parle de moi comme « celle qui rappelle les choses », donc je suis là pour rappeler quelques éléments très importants. Mumia est en danger de mort. Il fait face à la vengeance de l'Etat capitaliste.

En décembre Stanley Tookie Williams a été lynché légalement - malgré des protestations internationales. Cela montrait la détermination du pouvoir américain raciste de renforcer la machine de mort et d'exécuter Mumia ! Les flics, l'accusation et le « système judiciaire » tout entier sont en collusion pour tuer cet homme. Son crime c'est qu'il critique de façon éloquente et efficace l'oppression raciste - c'est qu'il a été un membre des Black Panthers, et qu'il soutient l'organisation MOVE. Le gouvernement américain voit dans Mumia le spectre de la révolution noire. Cela veut dire que Mumia est un mort en sursis.

Le cas de Mumia se rapproche des dernières procédures légales. Nous ne pouvons pas nous laisser endormir par le fait que les tribunaux ont donné leur accord pour considérer des questions légales qui pourraient déboucher sur un nouveau procès ou de nouvelles procédures d'appel. Aujourd'hui plus que jamais il est nécessaire et urgent qu'il y ait des mobilisations de masse basées sur la puissance du mouvement ouvrier. Le cri de ralliement pour un tel mouvement doit être la libération immédiate de Mumia, et que Mumia est un homme innocent, que le coup monté dont il a été victime était raciste et politique.

Le procureur vient de déposer des documents juridiques à la Cour d'appel fédérale. Les tribunaux ont empêché jusqu'à présent Mumia de présenter les preuves de son innocence. Mais l'accusation a commencé son document en faisant une déclaration venimeuse et mensongère pour dépeindre Mumia comme un tueur de flic avec préméditation qu'il faut exécuter.

Les documents légaux de l'accusation montrent encore une fois que le cas de Mumia est un cas d'école de coup monté par la police. C'est une leçon sur la nature de classe de l'Etat capitaliste, qui n'est pas neutre. L'Etat (les flics, les tribunaux et l'armée) est un instrument pour la violence organisée de la classe capitaliste. Il défend le système de profit contre ceux qui créent les richesses, c'est-à-dire les travailleurs, et leurs alliés, les minorités, les immigrés, et les opposants politiques. Le summum de la terreur étatique, c'est la peine de mort. Nous devons lutter pour abolir la peine de mort, pas juste pour Mumia mais en principe.

En France ce sont les enfants et les petits-enfants des immigrés d'Afrique noire et du Maghreb - c'est l'oppression post-coloniale des immigrés - qui sont victimes d'une terreur raciste similaire ici, avec le harcèlement incessant de la police et Vigipirate. Ils se trouvent stigmatisés comme potentiellement des terroristes islamistes, des casseurs, et des antisémites. Quand les jeunes se sont révoltés dans les banlieues à l'automne dernier, le mouvement ouvrier aurait dû prendre en main leur cause. Il faut les libérer, il faut lever toutes les inculpations contre eux et les amnistier !

La classe capitaliste est déterminée à faire exécuter Mumia, et elle l'a montré depuis 20 ans dans tous les appels interjetés dans les tribunaux. Le cas de Mumia est passé trois fois par les tribunaux de Pennsylvanie et jusqu'à la Cour suprême, y compris avec trois audiences postérieures à la condamnation, portant sur les preuves. Moi-même j'ai été témoin que les tribunaux ont violé leurs propres précédents, qu'ils ont essayé d'intimider des témoins de la défense et de faire disparaître des preuves d'innocence.

Cela fait cinq ans que tous les tribunaux fédéraux, comme celui de Pennsylvanie, refusent de prendre en compte les aveux d'Arnold Beverly. Le témoignage de Beverly, c'est toute la preuve de l'innocence de Mumia et du coup monté de l'Etat. C'est davantage que la confession de Beverly ou que le test au détecteur de mensonge qu'il a passé avec succès. Beverly déclare que lui et un autre homme ont été embauchés par la police, en coopération avec la pègre, pour tuer l'agent de police Faulkner.

Il y a d'autres preuves des aveux de Beverly, qui sont corroborés par le reste des preuves, et c'est dans ma déposition et dans d'autres documents qui sont publiés ici. Le cas de Mumia expose la vérité élémentaire qu'il n'y a pas de justice dans les tribunaux capitalistes pour les Noirs, les minorités, et ceux qui sont vus comme des opposants politiques de la domination capitaliste raciste. Les tribunaux ne libéreront pas Mumia, que ce soit sur la base d'une sélection du jury biaisée sur une base raciale, ou sur la base que Mumia n'a pas pu se défendre lui-même, ou que l'accusation ait fait des fautes, sans qu'il y ait le poids d'une mobilisation internationale des masses, essentiellement du mouvement ouvrier.

C'est la puissance de la classe ouvrière qui peut arrêter la production, les transports et les communications. La grève des transports de New York a paralysé pendant trois jours la capitale financière de l'Amérique. Deux mois de protestations massives et de grèves en France ont contraint le gouvernement à abandonner le contrat première embauche détesté.

Pour finir je veux argumenter qu'il faut construire une campagne centrée sur le mouvement ouvrier pour Mumia en se basant sur le principe de l'indépendance politique de la classe ouvrière face à l'ennemi de classe capitaliste et son Etat. Aux Etats-Unis la soi-disant guerre contre le terrorisme est soutenue par les deux partis capitalistes principaux, les Démocrates et les Républicains. Ils ont Mumia dans le collimateur. En France cela veut dire n'avoir aucune illusion dans un nouveau front populaire incluant les chevronnés, comme la « gauche plurielle » de Jospin et Buffet.

Nous devons placer toute notre confiance dans la puissance des masses. C'est cette puissance, centrée sur la capacité de la classe ouvrière à stopper le fonctionnement de ce système qui peut libérer Mumia, *maintenant*. Les tribunaux ne rendront justice à Mumia que s'ils sont confrontés à une telle détermination.

Le fait que Mumia est innocent est la vérité. Le fait que l'Etat capitaliste a passé des dizaines d'années à mettre toutes ses forces mensongères et corrompues, ayant un parti pris de classe et de race, pour voir Mumia mort, c'est aussi la vérité. Mais nous devons utiliser cette vérité pour mobiliser davantage de puissance, de puissance sociale, pour lutter pour la libération de Mumia. *Libération immédiate de Mumia !* ■

## Inauguration d'une rue Mumia Abu-Jamal à Saint-Denis

# Il faut construire la campagne pour la libération de Mumia !



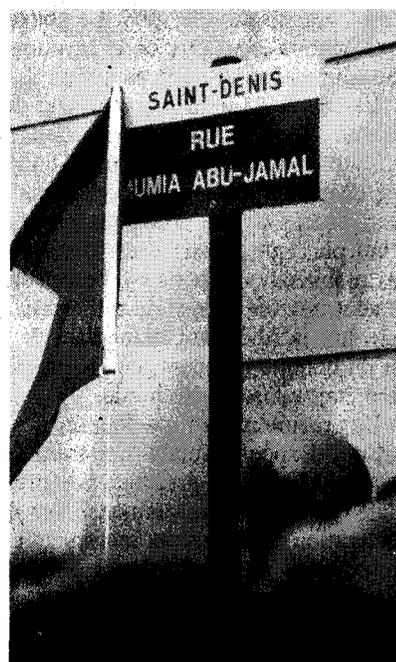
Rachel Wolkenstein, avocate pour  
le Partisan Defense Committee

Photos Le Bolchevik

Le 29 avril la municipalité de Saint-Denis, en banlieue parisienne, a baptisé une rue en l'honneur de Mumia Abu-Jamal, prisonnier de la guerre de classe aux USA. Environ 150 personnes ont assisté à la cérémonie d'inauguration qui se tenait à proximité du stade Nelson Mandela. Comme le remarquait Didier Paillard, le maire PCF de la ville, Mumia est devenu « un symbole de la lutte pour la justice ». Patrick Braouezec, député PCF et président de l'agglomération de communes dont fait partie Saint-Denis, a déclaré : « On a souhaité, sur Saint-Denis, trouver un élément qui permettrait de saluer le combat qu'a mené Mumia dans sa prison, non pas simplement pour lui mais pour tous ceux qui sont aujourd'hui dans les couloirs de la mort, et qui ont donc été condamnés à la peine de mort. »

La lutte pour la libération de Mumia, le prisonnier le plus connu de la guerre de classe aux USA, est arrivée à un stade critique. Son cas fait maintenant l'objet d'une « procédure

*Suite page 22*



## Meeting à Paris pour la libération de Mumia

Le 6 mai 2006 le Comité de défense sociale (CDDS) a tenu un meeting en défense du prisonnier politique américain Mumia Abu-Jamal. Lors de ce meeting Rachel Wolkenstein, avocate pour le Partisan Defense Committee (PDC, l'organisation sœur aux USA du CDDS), et qui fut pendant plusieurs années l'une des avocates de Mumia, a exposé les preuves de l'innocence de cet homme, condamné à mort il y a 24 ans lors d'un procès manifestement truqué. Aujourd'hui la lutte pour sauver la vie de Mumia se trouve à un *tournant crucial* ; en décem-

bre dernier la Cour d'appel fédérale a décidé d'accélérer la décision sur son cas, et son sort se décidera dans très peu de temps : l'exécution, la prison à vie ou de nouvelles procédures judiciaires. Arnold Beverly a avoué sous serment en 1999 que c'est lui qui avait tué le policier que Mumia est accusé d'avoir assassiné, mais en dépit de cela les cours d'appel ont rejeté l'une après l'autre les montagnes de preuves que Mumia a été victime d'une machination raciste flagrante. Le combat pour Mumia fait

*Suite page 19*